

Norman Palma

Amérique latine
Crise et restructuration sociale

Table

Avant - Propos.....3

Première partie : De l'endettement4

 Les causes de l'endettement latino-américain et la logique de son dépassement5

 I.....5

 II.....5

 III.....6

 IV.....7

 V.....7

 VI.....9

 Le tiers monde face à la banqueroute et à la nécessité du désendettement.....10

 I.....10

 II.....10

 III.....11

 IV.....11

 V.....12

 Faut-il annuler la dette du tiers monde ?.....14

 I.....14

 II.....14

 III.....15

 IV.....15

 V.....16

 VI.....16

Deuxième partie : Des mécanismes internationaux.....18

 Réflexions sur l'endettement international et la variété de ses manifestations19

 I.....19

 II.....19

 III.....20

 IV.....20

 Validité et efficacité des accords de Bretton Woods (1967-1979).....22

 I.....22

 II.....22

 III.....23

 IV.....23

 V.....24

 Observations sur les possibilités d'un nouveau système monétaire international.....25

 I.....25

 II.....25

 III.....25

 IV.....26

 V.....26

 VI.....27

Troisième partie : De la restructuration sociale28

 La Conquête dans l'historicité de la conscience latino-américaine.....29

 I.....29

 II.....29

 III.....29

 IV.....30

 VI.....31

 De la négativité ontologique à la déontologie de l'être social latino-américain33

 I.....33

 II.....33

 III.....34

 De la fin des temps négatifs.....36

 I.....36

 II.....36

III.....	36
IV.....	37
V.....	37

Avant - Propos

Les essais réunis dans ce volume ont été écrits entre 1987 et 1990. Cette précision concerne principalement les écrits économiques, et non ceux qui se rapportent à la philosophie de l'histoire, surtout concentrés dans la troisième partie, et moins soumis au problème de la temporalité immédiate.

Certes, la philosophie de l'histoire est aussi le produit de son temps. Si une finalité d'ordre éthique est constamment présente dans tout projet axiologique, l'interprétation de ce qui est et la conception des moyens pour parvenir à sa réalisation changent. La ruse de l'histoire - dont parlait Hegel - veut que cette finalité soit souvent le prétexte évoqué afin de maintenir l'ordre de l'injustice existante, ou bien de détourner les énergies des sociétés vers leur propre perte.

Il est clair que, dans le monde latino-américain, la raison axiologique ne peut se satisfaire de l'ordre existant. Celui-ci ne fait que perpétuer la misère et le malheur et les idéologies régnautes ne sont que les instruments de sa perte.

Mais cette situation désespérée ne doit pas nous empêcher de soutenir la nécessité d'un devenir-autre de ce monde.

Nous sommes condamnés à réfléchir à cette nécessité et à signaler l'urgence d'un monde plus humain, même si nous vivons un moment historique où toute réflexion axiologique est perçue comme illusoire.

Il ne s'agit pas ici de présenter un énième plan de sauvetage. Mais il y a un chemin de la raison et cette raison a son fondement dans l'universalité de la pensée.

Les textes de ce recueil peuvent être perçus comme indépendants les uns des autres. Nous avons introduit un ordre par rapport à leur contenu, mais ils peuvent être aussi lus dans n'importe quel ordre.

Chaque essai se présente comme une petite totalité. Certains textes reprennent la même problématique, mais à des niveaux différents. Leur choix a été conditionné par le souci de limiter les nécessaires reprises, tout en apportant à chaque fois un aperçu différent du problème traité.

Paris le 16 mai 1991.

Première partie : De l'endettement

Les causes de l'endettement latino-américain et la logique de son dépassement

I

Nous n'allons pas nous interroger ici sur les modes de gestion de la dette latino-américaine, mais sur ses causes et les possibilités de son dépassement.

Les esprits formalistes ne s'attachent qu'à l'empiricité des phénomènes, à leur existence immédiate. Une telle détermination, quoique importante, n'épuise pas la totalité de leur sens. Dans le champ historique le processus prime, car sa compréhension permet de mieux saisir ce qui est de l'ordre de l'immédiateté.

Nous ne nous intéressons pas seulement à la simple compréhension de ce qui est, mais aux perspectives de son devenir-autre.

Nous ne devons donc pas nous contenter d'un simple constat négatif. Nous savons tous très bien quelle est la situation générale : la plupart des pays d'Amérique latine doivent employer la plus grande partie de leurs ressources en devises pour rembourser les seuls intérêts de leur dette. Un tel état de chose implique une aggravation considérable de la misère de ceux d'en bas.

Quelles solutions nous ont proposées et nous proposent encore la plupart des spécialistes ?

Tout d'abord il a été question du rééchelonnement du principal, voire des arriérés. Ce qui a été déjà réalisé, ou est en voie de se faire. Cette dette contractée, pour l'essentiel, pendant les années 1974-1983 est en train de se transformer en une rente perpétuelle.

Par la suite, les spécialistes - pour lesquels l'économie doit exclure les principes et ne peut que se réduire à Une Pratique comptable -, ont proposé la conversion des dettes en actifs détenus par des nations qui sont, en fait, au bord de la banqueroute. Cette mesure est en train d'accélérer l'appauvrissement de ces Etats et prépare le Chemin d'une dépendance effective par le biais de la charité internationale.

A ce propos, il ne s'agit pas de confondre la conversion de dettes en actifs avec l'investissement du capital dit transnational. Nous avons affaire ici à deux phénomènes tout à fait différents.

Dans le premier cas, le capital international s'approprie une source de revenus se situant dans une société en pleine décomposition en vue de récupérer son dû le plus rapidement possible. Dans le second cas, l'investissement transnational implique l'intégration d'une nation dans le processus international de capitalisation.

Dans le premier cas, nous avons affaire à ce que l'on peut appeler une soustraction des richesses, dans le second à un investissement productif. Or, d'une manière générale, le capital international ne se place pas dans les pays qui ne sont pas engagés dans un processus de reproduction élargie et encore moins dans ceux qui sont en pleine déstructuration socio-économique.

II

L'endettement international des pays du tiers et du deuxième monde en général n'est pas le résultat, comme certains le croient, d'une quelconque perversion des régulateurs englobants. Le point de départ a été la célèbre thèse du renversement des termes de l'échange : la consolidation du tiers monde, ensemble de nations affirmant son autonomie et sa force, devait conduire nécessairement au renchérissement des matières premières par rapport aux produits finis. Cette thèse est apparue à la suite de la guerre du Kippour, en octobre 1973.

A l'époque, spécialistes économiques les plus réputés et personnalités politiques de tout bord affirmaient que les pays producteurs de matières premières (en particulier de pétrole) allaient non seulement contrôler plus de la moitié de la masse monétaire circulant dans le monde, mais aussi dépasser par leurs richesses les puissances industrialisées. A présent, ces pays sont plutôt au bord de la cessation de paiement. Comment at-on pu soutenir que les matières premières pouvaient être plus chères que les produits finis ? La thèse en question impliquait, en effet, que le bois contenu dans une table puisse devenir plus cher que la table elle-même. En d'autres termes : la partie pouvait être plus grande que le tout - aberration logique et pratique.

Mais, cette théorie dite scientifique et rationnelle n'aurait provoqué qu'une tempête dans un verre d'eau, si elle n'avait pas été assumée en pratique dans le monde entier. En effet, se croyant potentiellement riches, les pays du tiers monde empruntèrent des sommes considérables. De son côté le système financier international surenchérit. Les grandes banques internationales démarchèrent ces pays, pour leur prêter le maximum d'argent.

En Amérique latine, le dernier Etat à avoir été courtisé a été le Mexique - jusqu'à ce que ce pays déclare en août 1982 qu'il ne pouvait pas faire face au remboursement de sa dette extérieure, on parlait de lui comme d'un nouvel El Dorado.

Actuellement, le Mexique se trouve non seulement en quasi cessation de paiement, mais en pleine décomposition interne.

Trois facteurs ont favorisé l'endettement des pays du tiers monde : la thèse aberrante du renversement des termes de l'échange ; l'idée selon laquelle l'investissement en capitaux fixes pouvait avoir comme conséquence le démarrage économique de ces pays ; le gaspillage et la fuite des capitaux n'ont pas été de simples figures de rhétorique.

La mise en pratique de la thèse du renversement des termes de l'échange est, pour nous, le point de départ de la crise de l'endettement, sans pour autant être la cause de la crise générale actuelle.

En ce qui concerne le deuxième point, on oublie très souvent, comme l'avait déjà signalé Marx, qu'une machine est une chose, qu'elle ne devient du capital qu'à partir du moment où elle est inscrite dans des rapports de production capitalistes. Or, les pays dits sous-développés sont des structures marchandes, mais non des structures capitalistes. La reproduction élargie, ou le développement de la capacité productive dans un secteur donné, est le résultat de l'incidence du marché international et non la conséquence de l'accumulation interne. Dans ces pays se constituent des fortunes et non du capital.

Les investissements en capitaux fixes - réalisés pendant cette période -, en dehors des sources orientées sur le marché international, n'ont contribué à aucun développement de la capacité productive. Bien au contraire, tous ces investissements d'usines clés en main ont plutôt aggravé les charges financières, en entretenant et rétribuant des techniciens étrangers, chèrement payés. Il s'agit d'un gaspillage grave, tout comme les investissements de prestige, décidés par une technocratie incompétente. En Amérique latine, si les investissements en capitaux fixes devaient permettre une croissance économique généralisée ont été modestes, la fuite des capitaux a été par contre très importante.

Hier encore, la plupart des théoriciens du tiers mondisme croyaient avec Lénine que les pays développés exportaient des capitaux vers " la périphérie ". A présent, nous savons que c'est plutôt l'inverse qui se produit. Ce sont les riches des pays du tiers monde qui placent leurs fortunes dans les pays développés.

Le cas de l'Amérique latine est, à ce niveau-là, particulièrement significatif. La fuite des capitaux, depuis le début de la crise - octobre 1974 - équivaut aux deux tiers de la dette internationale. Certains spécialistes avancent des chiffres inférieurs, d'autres des données Supérieures. Quoi qu'il en soit, il est important de remarquer que, dans ce calcul, on ne tient pas compte de la convertibilité interne. Le phénomène a pris une telle dimension avec la crise que ceux qui possèdent des réserves monétaires cherchent par tous les moyens à les transformer en dollars. De telle sorte que la thésaurisation des dollars entrave l'investissement interne et accélère la dévaluation de la monnaie nationale.

La " dollarisation " et la fuite des capitaux constituent, pour ainsi dire, le support de l'endettement et de la Crise générale du tiers monde. Ce processus de désubstantialisation aggrave la misère des masses et accroît les inégalités sociales.

III

La désubstantialisation économique des pays latino-américains est certes due à l'endettement international, mais aussi à la convertibilité de leur monnaie instituée par les accords de Bretton Woods.

Les dysfonctionnements du système monétaire international ont joué et jouent un rôle de premier ordre dans la déstructuration des sociétés latino-américaines.

La convertibilité joue un rôle négatif dans les pays dits sous-développés et dans les économies en voie de déstructuration. Les fortunes des pays sous-développés tendent à se transformer en capital, en se plaçant dans les circuits du système financier international. Ce phénomène s'accroît aux époques de crise.

En d'autres termes, les riches de ces pays tendent à faire fuir leurs capitaux, lorsque les conditions socio-économiques internes s'aggravent. Ce qui n'était pas le cas à l'époque de l'étalon-or, car la thésaurisation métallique jouait un rôle régulateur.

La fuite des capitaux et la " dollarisation " des économies latino-américaines ont pris des proportions considérables avec le développement de la crise.

La période de la convertibilité des monnaies nationales peut se diviser en deux périodes bien distinctes : 1) celle qui va de 1944 à 1974, et 2) celle qui commence en 1974.

Pendant la première période, la fuite des capitaux n'était pas très importante, et la tendance à la " dollarisation " ne s'était pas encore manifestée. Ce n'est que pendant la seconde période que la fuite des capitaux va s'emballer et la " dollarisation " s'instaurer.

Consubstantielle au sous-développement, la fuite des capitaux n'est pas l'autre face de l'endettement. Les fortunés des pays pauvres tendent à placer leurs richesses dans les sociétés développées. Et ce phénomène s'accroîtra avec la déstructuration des sociétés dites périphériques.

Ne confondons pas non plus la fuite des capitaux et la thésaurisation des monnaies fortes dans les pays pauvres, qui se traduit, dans le cas de l'Amérique latine, par la " dollarisation ". En effet, la thésaurisation des monnaies fortes présuppose un stade plus avancé dans le processus de déstructuration.

Après 1974, nous allons assister à un accroissement rapide de la fuite des capitaux et à l'apparition de la " dollarisation " des sociétés latino-américaines. Les plus déstructurées étant celles où la " dollarisation " est la plus avancée. De sorte que la fuite de capitaux et la " dollarisation " sont des manifestations de la désubstantialisation des pays pauvres. Les richesses produites par ces pays tendent à contribuer au bien-être de la nation la plus puissante.

Curieusement, nous nous trouvons ici devant un phénomène universel. Dans le cosmos, par exemple, certaines étoiles absorbent la matière de celles qui leur sont proches : ce parasitage, phénomène bien connu dans le monde humain, est condamné par l'axiosophie - la connaissance acquise par la maîtrise des valeurs morales - et la raison.

A partir des principes²¹ de l'économie, il s'agit précisément de rejeter les situations de privilège et de parasitisme, pour établir la proportionnalité de l'échange. L'endettement international a permis de dévoiler la nature même du processus de désubstantialisation dont il est question. Rappelons que, hier encore, on croyait que ce phénomène était dû à la dégradation des termes de l'échange (les matières premières se vendant à vil prix, tandis que les produits finis tendaient à se renchérir). Cette thèse a semé la confusion dans les esprits. Elle a désorienté la recherche sur ce phénomène, empêchant ainsi le dévoilement de sa vraie nature.

L'endettement international a joué un rôle capital en dévoilant la nature d'un système international où les privilèges ne sont pas créés par la raison de la force, mais plutôt par l'éclipse de la raison elle-même.

L'endettement, la fuite des capitaux et la "dollarisation" sont des déterminations d'un même phénomène : la désubstantialisation des pays dits périphériques. Donc, le pôle négatif d'un ensemble qui peut être perçu soit comme le résultat de son dysfonctionnement, soit comme la perversion du système international des échanges.

IV

Le système international des changes institué à Bretton Woods comporte, du point de vue strictement monétaire, deux volets essentiellement : la parité fixe du dollar avec le métal jaune (donc la garantie-or du nouveau référentiel international), et la parité stable et ajustable, avec le dollar américain, de chaque monnaie participant à l'accord.

Le dollar est donc devenu au niveau international l'instrument de mesure et la monnaie de réserve. Mais, pour accéder à ce rang, il fallait que le dollar fût garanti par l'or. En d'autres termes, pour les accords de 1944, la dimension d'instrument de mesure et de réserve au niveau international ne pouvait être atteinte que si la garantie-or existait. Le rapport entre le dollar et l'or était, pour ainsi dire, le fondement de ces accords.

Les inspirateurs de ces accords avaient très bien compris qu'une monnaie (nationale) ne pouvait devenir un instrument international que si elle était garantie par le métal jaune. Or, cette garantie a été supprimée en août 1971. Mais la disparition de ce lien n'a pas enlevé au dollar son rôle de monnaie internationale et elle a permis aux Etats-Unis d'être la seule nation à pouvoir acheter des biens dans le monde entier avec du simple papier.

Avant le 15 août 1971, les Etats-Unis étaient obligés de rembourser les excédents dollars détenus par les banques centrales avec de l'or. Par la suite, il leur sera plus facile de se trouver en déficit³. A partir de 1989, les Etats-Unis se sont permis d'avoir un taux de couverture inférieur à 60 %.

La suppression de la convertibilité du dollar avec l'or n'a pas impliqué le dépassement des accords de 1944, mais la suppression de la garantie universelle de la monnaie américaine. Depuis août 1971, une monnaie nationale sert de monnaie internationale et le marché international s'est transformé en un simple appendice du marché américain.

Ce phénomène a remis en cause le principe de l'égalité proportionnelle, et a instauré un grave déséquilibre. Les Etats-Unis ont absorbé, sans contrepartie, une part de plus en plus importante des richesses créées à l'échelle internationale⁴, et une masse d'excédents dollars s'est mise à circuler dans le monde.

La politique de crédit facile au niveau international, à partir de la seconde moitié des années soixante-dix, n'a pas été étrangère à cette surabondance de dollars. Elle a été, en effet, sa conséquence directe. La thèse du renversement des termes de l'échange ne fut que l'instrument de son recyclage, de sa rentabilisation, les emprunteurs potentiels de ces excédents dollars étant essentiellement des pays qui ne sont pas encore parvenus au stade de l'économie de consommation : les pays dits du troisième et deuxième monde.

Mais, pour pratiquer le crédit à une échelle aussi importante, la rationalité économique voudrait qu'on ne prête qu'aux riches, ou à ceux qui sont censés être capables de faire face à leurs engagements. Comme le marché international des capitaux avait besoin de placer ses surplus de dollars, il a trouvé, dans la thèse du renversement des termes de l'échange, l'instrument lui permettant de réaliser cette exigence. De plus, comme ces pays étaient censés être riches en puissance, le FMI ne pouvait que donner son feu vert.

Nous connaissons les conséquences : fuite de capitaux, investissements de prestige, pillage et gaspillage des ressources publiques. Remarquons que cette orgie de dépenses s'est produite à un moment où l'on croyait que les multinationales extorquaient leurs richesses aux pays pauvres.

On pensait, en effet, que le mal venait de l'extérieur et que les élites des pays pauvres n'étaient que de simples victimes, incapables de voler leurs concitoyens.

De plus, la thèse de la dégradation des termes de l'échange tendait à étayer la théorie selon laquelle le sous-développement et l'extorsion des richesses ne pouvaient venir que du marché international, où les matières premières coûtaient de moins en moins cher par rapport aux produits finis. Les mécanismes du marché international étaient accusés de provoquer la ponction des richesses des pays dits périphériques.

Ces thèses ont éloigné tout soupçon de ces élites responsables du pillage et du gaspillage. Ce phénomène existait déjà il y a vingt ans mais certains se refusaient à l'admettre, dédouanant ainsi les kleptocraties qui gouvernaient - et gouvernent - ces sociétés.

V

Comment peut-on sortir de la situation actuelle, caractérisée, au niveau international, d'un côté par la domination de l'économie américaine, et de l'autre, par la misère des pays surendettés ?

Le pôle du privilège a secrété les nations excédentaires : elles produisent en condition de sur-concurrentialité pour satisfaire principalement les besoins de la demande américaine. Le Japon est le modèle d'une telle économie. Le protectionnisme japonais et le laxisme américain sont deux aspects du même phénomène : le privilège du dollar américain. Le pôle opposé est constitué par les pays au bord de la faillite, victimes du gaspillage et du pillage, et qui tendent à glisser vers la "dollarisation", accélérant ainsi leur propre dérive, tout en participant à la consolidation de la domination de l'économie américaine. En effet, la "dollarisation" représente pour eux le degré le plus avancé du processus de déstructuration, le moment qui précède l'implosion, car les référentiels de valeur de ces Etats tendent à arriver, pour ainsi dire, au degré zéro. Les nations les plus affaiblies contribuent ainsi à consolider la valeur dollar.

La plupart des pays latino-américains approchent plus ou moins de ce stade. Cette dérive se réalise dans l'ignorance totale de ses causes effectives.

Mais, avant d'aller plus loin, il convient de signaler que l'hégémonie du dollar n'est pas due à l'intelligence ou à la ruse de ceux qui en sont les bénéficiaires. L'ordre actuel exprime plutôt la perte de réalité, l'éclipse de la raison qui caractérisent les élites au pouvoir.

Jusqu'à présent, on a cru pouvoir surmonter les entraves au développement à l'aide de la science économique ou de la philosophie de l'histoire. Aujourd'hui, le savoir dit scientifique - qui, hier encore, avait droit de être - a perdu tout son sens. Seuls restent les vestiges de son échec pratique, tombeau de ses illusions.

Devant l'étendue de la catastrophe produite par les cataclysmes de la déraison et la suffisance technocratique, il ne reste que la nécessité de son dépassement.

Comment sortir de l'impasse où nous nous trouvons ?

Peut-on encore avoir confiance dans la pensée et la capacité de réflexion ?

Le chemin de la raison est celui du respect des Principes gouvernant la reproduction matérielle. La compétition économique entre les nations doit se dérouler à armes égales, et il faut donc rétablir la proportionnalité dans l'échange, en modifiant le Système Monétaire International (SMI).

L'égalité proportionnelle est la condition de l'existence d'une communauté capable d'assurer le bien-être de ses parties. La rupture avec la proportionnalité ne peut que provoquer de graves déséquilibres, ruiner les parties les plus fragiles de l'ensemble et conduire finalement celui-ci à sa perte. C'est ce que nous constatons actuellement avec le phénomène du surendettement des pays les plus pauvres.

Il s'agit de dépasser effectivement les accords de Bretton Woods, en construisant un Nouvel Ordre Monétaire International et en instituant un nouveau référentiel monétaire.

Certains proposent le modèle du système monétaire européen (SME), mais celui-ci favorise les monnaies fortes au détriment des monnaies faibles. C'est pourquoi nous sommes favorables à une sorte de synthèse entre le système de Bretton Woods et le SME.

Il faudrait emprunter au système de Bretton Woods le mécanisme de régulation : la parité stable et ajustable garantit l'autonomie de chaque nation et évite tout gaspillage des réserves. Au SME il faudrait emprunter la logique du référentiel. En effet, le nouveau référentiel devrait résulter de la pondération de toutes les monnaies convertibles participant à l'accord, plus le métal jaune. Ce qui garantirait la dimension universelle de cette mesure. Le référentiel international ne peut en effet être la commune mesure que s'il est la synthèse des valeurs nationales.

Le métal jaune nous semble devoir jouer un rôle régulateur au sein de la nouvelle unité de compte internationale (UCI). ii peut apporter à l'UCI une dimension universelle⁵. Il permet également la thésaurisation et l'indépendance par rapport aux monnaies nationales.

La thésaurisation n'est pas une catégorie appartenant au passé historique, une fonction pré-keynesienne. Il ne faut pas oublier que les économies des pays sous développés ne sont pas strictement capitalistes. Le capitalisme y est un phénomène exogène, résultant de l'incidence du marché international. En d'autres termes, ces sociétés sont marchandes mais pas capitalistes. D'un côté - avec le marché -, prime la catégorie de l'accumulation simple, tandis que de l'autre, domine l'accumulation élargie.

Il nous semble nécessaire de sauvegarder la possibilité de la thésaurisation au niveau international afin d'empêcher, dans les pays déstructurés ou en voie de déstructuration, la fuite des capitaux et la "dollarisation". Cette tendance à l'exportation des capitaux, ou à la thésaurisation des monnaies dominantes que nous constatons dans les pays faibles, doit trouver une parade. Pour éviter la catastrophe. Ni la morale ni la répression ne peuvent empêcher ce phénomène. D'autant plus que nous avons affaire à une tendance propre à la minorité dominante.

Par contre, la thésaurisation métallique donne la possibilité à ceux qui disposent d'abondantes liquidités, dans une économie fragile, de pouvoir échapper à une perte de valeur, sans avoir à appauvrir leur pays. Le métal jaune peut être caché, mais reste toujours une réserve de valeur, donc une potentialité à l'intérieur d'une nation. Le nouveau Système Monétaire International devrait donc inclure le métal jaune, qui facilite la thésaurisation dans les économies fragiles.

Ce retour partiel au métal jaune nous semble également indispensable, parce que les monnaies ne devront pas être toutes convertibles. Pour certains pays, la convertibilité n'entre pas en effet dans l'ordre des possibilités structurelles. C'est le cas notamment des nations à dominante marchande et de celles où les rapports marchands sont marginalisés (le socialisme réel). Dans ces sociétés⁶, la monnaie ne peut être qu'un instrument de régulation interne, mais en aucun cas elle ne peut affronter la concurrence sur le marché international. Le métal Jaune pourra, lui, permettre d'établir des rapports avec ce marché, tout en évitant à ces pays d'avoir à subir le poids de mesures extérieures particulières.

L'or facilitera les rapports des nations non capitalistes avec le marché international, relation indispensable car ces sociétés ne sont pas faites pour vivre dans l'autarcie, mais pour se projeter dans une dimension de plus en plus universelle. L'autarcie ne peut que sécréter la négativité, et se traduire par une dérive anthropique.

Le métal jaune possède enfin la dimension quantitativement la plus stable. Ce qui lui donne un rôle idéal de réserve de valeur au niveau national, y compris pour les pays les plus performants sur le plan économique.

VI

Le dépassement effectif des accords de Bretton Woods implique l'institution d'un nouveau référentiel international. Toutes les monnaies nationales ainsi que les marchandises et services circulant sur le marché mondial devront être exprimées internationalement dans cette mesure.

Quelle que soit la logique de ce système⁷, un tel changement impliquerait un bouleversement de première importance : le dépassement de l'injustice économique entretenue par l'ordre monétaire international actuel.

La conséquence la plus immédiate d'un tel dépassement serait précisément le retour massif, aux Etats-Unis, des dollars circulant dans le monde. Ce phénomène entraînerait une dévaluation brutale de la valeur du dollar, et, donc, de la dette latino-américaine libellée essentiellement en dollars.

La suppression du dollar en tant que monnaie internationale devrait déclencher la réaction en chaîne suivante : 1) apparition d'une surabondance de dollars sur le marché international, 2) dépréciation rapide du dollar, 3) accroissement de la surabondance internationale de cette monnaie, par la poursuite du déficit de la balance commerciale des Etats-Unis, 4) surémission monétaire de la part de la Banque centrale américaine, pour faire face à la situation, et 5) tendance à une dépréciation à l'infini de la valeur du dollar.

La radicalité de ce mouvement ne peut toutefois être comprise pleinement, si l'on ne tient pas compte de la désindustrialisation de l'économie américaine, pour laquelle il est plus facile d'importer que de produire sur place. Jusqu'à présent, cette situation a été cachée par la tertiairisation, donc par la surconsommation d'une population qui possède un pouvoir d'achat particulièrement élevé. Cette situation a rendu le Président Reagan très populaire, indépendamment du fait que la désindustrialisation de l'économie américaine s'est produite sous son règne. Mais, un jour ou l'autre, les Etats-Unis devront affronter les conséquences de cet état de choses.

Ils connaîtront alors les difficultés que connaissent leurs voisins du Sud, même s'ils surmonteront probablement rapidement cette crise.

Curieusement, cette période de transition difficile sera d'autant plus brève que le dollar perdra son hégémonie. Car la reprise de l'économie internationale pourra alors s'effectuer dans un contexte où chacun luttera à armes égales.

En l'absence d'une réforme radicale du SMI, nous allons vers une crise généralisée de l'économie internationale. Le maintien du système actuel finira par provoquer la banqueroute totale des nations du tiers monde et de la plupart des pays socialistes. Ce phénomène, à son tour, entraînera l'effondrement du système financier international, le retour en force du métal jaune, et donc la contraction brutale des échanges sur le marché international.

Un tel processus se traduirait par une formidable régression, une sorte de nuit des temps historiques. Cette perspective n'est ni nécessaire, ni inéluctable. Il existe une voie de la raison, un chemin qui passe nécessairement par la restructuration du SMI, et donc par le retour à la solvabilité et à la proportionnalité des échanges sur le marché international.

Le tiers monde face à la banqueroute et à la nécessité du désendettement

I

L'endettement du tiers monde semble inéluctable. Evoquer la disparition de l'insolvabilité de ces pays peut paraître irréaliste, voire utopique.

La plupart des pays du tiers monde doivent actuellement employer plus de 60 % de la valeur de leurs exportations pour servir la dette. Le principal, quant à lui, a déjà été réécrit, renvoyé à plus tard. Parfois, le rééchelonnement concerne aussi les arriérés du service de la dette et le remboursement de celle-ci devient une sorte de rente perpétuelle. De nombreux pays ne pouvant faire face à leurs engagements, certains spécialistes proposent la conversion des dettes en actifs, quitte à réinstaurer ainsi une forme discrète de colonisation. De plus, ces actifs tendent à être obtenus avec des créances décotées, ce qui facilite la spéculation sur les avoirs les plus importants de ces nations asphyxiées par l'endettement international.

Ce cercle vicieux accélère l'appauvrissement et la misère des pays surendettés dont certains ne subsistent que grâce à la charité internationale.

Il est évident que la dette internationale ne peut pas être effacée, car elle provient, pour l'essentiel, des dysfonctions du système financier international, donc du marché obligataire. La seule partie qui peut être effacée est celle qui concerne les Etats, mais il s'agit de la moins importante. Elle n'est particulièrement significative que pour les pays du socialisme réel.

Tout refus de paiement d'un pays du tiers monde affaiblit le marché obligataire, et conduit à la rupture de ce pays avec le marché international. La rupture et le repli autarcique peuvent apparaître comme le chemin de l'honneur, mais en aucun cas comme celui de la raison.

Nous avons affaire, en effet, en général, à des nations qui dépendent du marché international pour satisfaire leurs besoins premiers, à cause, essentiellement, du déficit alimentaire.

Le chemin de la fermeture n'est pas conforme à la logique de sociétés qui se reproduisent d'une manière élargie, ce qui est actuellement le cas de l'immense majorité. Et l'échange n'est pas un mal, une dimension négative des relations sociales ; il est plutôt, comme le signale Aristote, consubstantiel à l'existence sociale.

II

C'est donc à l'intérieur de la logique du marché qu'il faut chercher les forces permettant d'enrayer la progression de la misère dans les sociétés les plus faibles. Mais l'endettement international ne relève pas seulement de la responsabilité des pays en état virtuel d'insolvabilité.

Certes le gaspillage, les investissements de prestige, les fuites de capitaux et les détournements des richesses sociales existent. Mais il ne faut pas oublier que l'endettement international des pays du tiers monde a été aussi facilité par la thèse du renversement des termes de l'échange.

Ses défenseurs ont ainsi soutenu que les pays du tiers monde, producteurs de pétrole en particulier, et de matières premières en général, devaient connaître un accroissement extraordinaire de leurs richesses. Ces nations, se croyant potentiellement riches, ont emprunté des sommes considérables, qu'elles ne peuvent plus maintenant rembourser. Et pour cause : les matières premières ne peuvent pas coûter plus cher que les produits finis.

La manifestation de cette irrationalité s'est déroulée à un moment historique où la lutte contre l'inflation tendait à réduire le volume des échanges sur le marché international. Cette réduction déflationniste a surtout été accentuée lors de l'arrivée de Ronald Reagan au pouvoir. La diminution du crédit aux Etats-Unis et le renchérissement du loyer du dollar, du début 1981 à la mi 1982, ont eu une incidence particulièrement négative sur les pays du tiers monde. Cette politique a aggravé la charge financière de ces nations et laissé apparaître ce qui avait été occulté par l'abondance des emprunts : l'endettement international.

Mais cette politique déflationniste n'a pas seulement fait apparaître et aggravé l'endettement du tiers monde : elle a aussi permis de percevoir les dysfonctionnements du système monétaire international instauré après 1971, date à laquelle le gouvernement américain a supprimé la convertibilité du dollar par rapport au métal jaune.

A partir de ce moment, les Etats-Unis n'ont donc plus été obligés de rembourser les surplus de dollars détenus par les banques centrales des pays excédentaires. Ce déséquilibre a commencé à prendre des proportions alarmantes, à la suite précisément de la politique déflationniste Reagan-Volker qui a brisé la capacité industrielle de l'Amérique - entraînant la tétanie de son économie et la désindustrialisation.

Ce phénomène est aggravé par l'abondance de liquidités existant dans ce pays. Normalement, le déficit grandissant de la balance commerciale et des comptes courants devrait provoquer une pénurie d'argent. Or, cela n'est pas le cas, à cause de trois facteurs :

- les rentrées financières provenant de la fuite des capitaux des pays déstabilisés du tiers monde ;

- les investissements privés des pays excédentaires, comme le Japon, la RFA ;
- les achats de bons du Trésor opérés par les banques centrales des pays à monnaie forte, principalement le Japon et la RFA.

Les importateurs américains empruntent donc sur le marché interne pour régler leur facture sur le marché international, mais cette sortie de dollars est compensée par les afflux que nous venons de signaler.

Ainsi s'explique l'apparente réussite de la reaganomics, le presque plein-emploi et le haut niveau de vie de ces dernières années. Le développement du secteur tertiaire cache le processus avancé de désindustrialisation de l'économie américaine.

III

La suppression de la convertibilité du dollar par rapport à l'or a permis aux Etats-Unis d'être le seul pays au monde à avoir l'insigne privilège de pouvoir payer ses déficits avec du papier. Toute autre nation, dans les mêmes conditions, serait obligée de s'endetter. Aucun Etat ne pourrait se permettre un taux de couverture de 60 % à peine, et ceci au moment où les pays surendettés sont obligés de réduire leurs importations de première nécessité pour payer le service de leur dette.

Remarquons que ce privilège n'est pas un facteur marginal. En effet, depuis 1981, le déficit accumulé par les Etats-Unis est supérieur à la dette de tous les pays d'Amérique latine. Depuis l'année 1986, les Etats-Unis sont, en principe, le pays le plus endetté du monde. Et pour deux raisons : 1) le gouvernement de Washington vend des bons du Trésor sur les marchés des pays excédentaires ; 2) les banques centrales de ces pays investissent en bons du Trésor des Etats-Unis le résultat des interventions de soutien de la monnaie américaine.

Pourtant, vendre des actifs financiers est une chose, emprunter de l'argent en est une autre. Au niveau des entreprises, les augmentations de capital n'ont pas la même signification théorique et pratique que l'endettement. Une entreprise saine peut opérer une augmentation de capital en émettant des actions, par exemple ; mais ceci est hors question pour une entreprise en voie de faillite, ou en processus d'affaiblissement.

En d'autres termes, pour revenir à la sphère des nations, les emprunts au niveau international engagent et hypothèquent l'avenir, ce qui n'est pas le cas de la vente des actifs financiers qui constituent essentiellement un risque pour les acheteurs, mais en aucun cas pour l'organisme émetteur. Certes, les bons du Trésor dégagent des marges fixes - tout comme les obligations -, mais l'organisme émetteur a toujours la possibilité d'émettre de la monnaie pour faire face à ses obligations.

On ne peut raisonnablement mettre au même niveau le paiement des intérêts des bons du Trésor américains et le paiement du service de la dette des pays du tiers monde, car il existe une différence fondamentale d'un point de vue strictement économique. En effet, les Etats Unis payent en dernière instance avec leur propre monnaie, tandis que les autres nations ont besoin d'avoir une balance excédentaire, ou d'emprunter pour faire face aux échéances.

La situation privilégiée de l'économie américaine provient du fait que le dollar est non seulement une monnaie nationale, mais aussi l'étalon universel. Sur le marché international, tout est en effet libellé en dollars. Le billet vert est d'une manière générale, l'étalon de mesure des besoins humains, tout comme l'était jadis le métal jaune.

La cause du dysfonctionnement du système monétaire international provient précisément du fait qu'une monnaie particulière sert également de monnaie universelle.

L'économie internationale dépend en fait de la politique économique des Etats-Unis, et donc, des changements d'orientation conditionnés par des raisons d'ordre strictement interne. De plus, les Etats-Unis, par le biais de leur monnaie, tirent un bénéfice considérable de l'économie internationale.

Pour certains spécialistes, l'assainissement du marché international passe par la réduction du déficit budgétaire américain. Cette condition nous semble tout à fait inopérante, quant à l'essentiel. En effet, ce déficit est à peine au-dessus de la moyenne des pays les plus riches du monde. Il est, pour l'année 1987, de 157 milliards de dollars ; donc de moins de 4% du PIB.

Le problème fondamental nous semble être celui du déficit des comptes courants. Or, à ce niveau-là et dans les conditions actuelles, l'économie américaine ne peut pas revenir à l'équilibre, à cause de la désindustrialisation avancée du pays. De plus, pourquoi la nation américaine se priverait-elle de ce privilège monétaire qui lui donne si facilement accès aux richesses du monde ?

Ce n'est donc pas un hasard si l'édifice monétaire actuel craque de ce côté-là.

Le système monétaire international actuel ne garantit pas la proportionnalité des échanges : sans cette condition indispensable, il ne peut exister un ordre conforme à la raison et à l'éthique.

Si, entre égaux, l'échange doit être proportionnel, entre inégaux l'échange doit être inégal. Les échanges doivent alors se réaliser de telle manière que les forts subventionnent les faibles et non inversement.

Aujourd'hui, c'est la nation la plus riche du monde, dont le PIB et le pouvoir d'achat global sont les plus élevés, qui jouit des privilèges les plus importants sur le plan des échanges.

IV

De plus en plus de spécialistes et de personnalités politiques sont conscients de ce phénomène : la loi objective de la proportionnalité des échanges est subvertie par le règne du dollar. Certains soulignent, et avec raison, la nécessité de dépasser l'ordre monétaire actuel. Ils proposent de remplacer le système monétaire actuel par un système structuré selon la logique du SME. Les partisans d'un tel changement sont, soulignons-le, de plus en plus nombreux.

Une telle perspective est-elle souhaitable ? Est-elle conforme aux principes axiologiques devant régir un système de régulation universel des besoins ?

La réponse est pour nous négative. En effet, le SME favorise les monnaies fortes au détriment des monnaies faibles. Il a permis de faire du deutsche mark la grande devise européenne, et a provoqué la marginalisation d'une monnaie très puissante au moment de sa création : le franc français. La parité rigide du franc par rapport au mark a conduit à la fin du franc en tant que monnaie de réserve et à la surévaluation de la monnaie nationale, donc à la perte de compétitivité de ses produits.

Les effets pervers du SME proviennent, nous semble-t-il, du fait que les marges obligatoires des fluctuations ne peuvent être modifiées qu'après négociation, ce qui provoque la spéculation contre les monnaies qui doivent être dévaluées.

D'autre part, ce système n'est pas, au sens strict du terme - à l'instar de celui de 1944 -, un système de parité stable et ajustable. Ce phénomène entraîne un handicap sérieux pour les monnaies faibles qui sont obligées de se dessaisir de leurs réserves sans pouvoir les récupérer, en cas de spéculation sur la dévaluation de leur monnaie.

Il ne nous semble donc pas souhaitable d'étendre le modèle du SME à l'échelle internationale. Cela conduirait, en effet, à la consolidation de la suprématie du deutsche mark et à l'asphyxie des économies à monnaie faible.

Tous les paramètres du SME ne sont pourtant pas négatifs. En effet, ce système contient un noyau rationnel qui peut et doit servir de base à un futur système monétaire international. Nous voulons parler du référentiel résultant de la pondération des monnaies effectives.

L'expérience monétaire européenne - quoique malheureuse à beaucoup d'égards - a montré la viabilité d'un référentiel abstrait : une unité de compte internationale (UCI) peut constituer un référentiel pour guider la parité des monnaies réelles, et servir à libeller la valeur des biens et services sur le marché international.

Il serait donc possible, à partir de la pondération des différentes monnaies convertibles⁸, de constituer une unité de compte internationale.

Une restructuration rationnelle du système monétaire international permettrait le retour à la solvabilité et à la reconstitution du système des besoins grâce à un nouveau référentiel universel. Il faudrait non seulement pondérer un panier de monnaies réelles, mais y inclure le métal jaune.

L'or devra donner la dimension purement universelle. Le nouveau référentiel ne doit pas être le résultat d'une addition de particularités. L'or devra jouer un rôle régulateur. Tant à cause de sa dimension quantitative, que de son indépendance par rapport aux systèmes instituant les valeurs. L'or devra permettre d'éviter toute dérive hyper-inflationniste, de la même manière qu'il empêchera toute fuite des capitaux des sociétés en voie d'affaiblissement. En effet, la thésaurisation devra remplacer les fuites de capitaux et empêcher l'appauvrissement accéléré des nations qui tendent à se déstructurer.

Mais le remplacement du dollar par un nouveau référentiel international ne peut que provoquer une baisse considérable de la valeur de la monnaie américaine. Ce mouvement étant conditionné principalement par le retour aux Etats-Unis de la masse de dollars circulant dans le monde, la désindustrialisation de l'Amérique, le désinvestissement des pays excédentaires, et les achats de devises fortes et de métal jaune par les détenteurs de dollars.

Mais, pour que ceci puisse se réaliser concrètement, il faudrait éviter la dérive du système actuel. Car, si le système financier actuel s'effondre à la suite d'une panique sur le marché des actions et des obligations, nous assisterons à une contraction brutale des échanges sur le marché international, et donc à un retour en force de l'or qui invaliderait les devises fortes au niveau international. Le dollar perdrait de sa valeur sans qu'il soit possible de reconstituer le système international des besoins, ce qui nous conduirait à une faillite généralisée.

Le retour à la solvabilité des nations passe non seulement par une baisse conséquente de la valeur du dollar, mais aussi par la reconstitution du système universel des besoins, y compris ceux de l'économie américaine elle-même. La dévaluation du dollar ne peut revêtir une forme positive que si elle provient du dépassement de l'hégémonie de la monnaie américaine.

Comment alors opérer une transition vers une nouvelle structure viable, garantissant la proportionnalité des échanges ?

Dans tous les cas de figure, il faut mettre fin au règne du dollar. Nous avons toutefois, devant nous, deux chemins : celui qui mène à une crise généralisée, et celui qui implique la construction d'un système international juste.

V

Le fonctionnement du nouveau système monétaire international ne peut suivre la logique de réaligement du SME.

Il nous semble plus rationnel d'adopter un système de parité stable et ajustable, comme cela fut le cas au sein du système de 1944. Chaque organisme responsable d'une monnaie convertible doit pouvoir décider, d'une manière autonome, de la valeur de sa monnaie.

La reconstitution du système international des besoins suppose un dépassement conscient du règne du dollar, mais elle n'implique pas automatiquement la reconstitution des conditions internes de chaque nation.

Nous retrouvons ici la question posée par Aristote :

quelle doit être la juste proportion entre le règne de la propriété privée et celui de la res publica ?

Aristote avance que la res publica est l'ensemble des richesses, des honneurs et des facilités de vie en communauté mises à la disposition de ceux qui contrôlent le pouvoir. Le problème de la justice distributive peut donc être posé sans oublier la thèse fondamentale d'Adam Smith : la richesse d'une nation est en rapport inverse au poids de son Etat.

Le dépassement effectif de la crise actuelle ne pourra se réaliser sans le respect des régulateurs qu'implique le règne de la moralité objective à l'échelle universelle. Car, par-delà l'Etat de droit se profile, comme devoir-être de la raison, l'Etat de justice.

Faut-il annuler la dette du tiers monde ?

I

Les pays du tiers monde sont en train d'être asphyxiés par le poids de leur endettement international ; ce phénomène tend à aggraver la misère des populations et à accroître les inégalités sociales. La paupérisation que provoque l'endettement engendre des explosions sociales. Nous venons d'ailleurs de connaître une sorte de répétition générale, à petite échelle, en Algérie et au Venezuela.

Les émeutes contre la faim dans ces pays semblent avoir dévoilé la gravité de la situation, surtout parce qu'il s'agit de deux nations considérées, il y a peu, comme des sociétés prospères - en " voie de développement ", disait-on.

Tout indique que les possibilités comptables pour résoudre les problèmes de l'endettement ont été épuisées. En effet, lorsqu'on a pris conscience du phénomène de la dette, en août 1982, il a été question du rééchelonnement du principal. Il s'agissait, par conséquent, de renvoyer le remboursement du principal à plus tard, dans une quinzaine d'années en moyenne, pourvu que ces pays continuent à rembourser les intérêts.

Le gros des emprunts qui conditionnent la dette ont été contractés entre 1975 et 1982. Donc à une période où l'inflation et la politique monétariste donnaient des taux d'intérêt très élevés.

Le célèbre prime rate américain passa, pendant ces années, de 12 à 22 %. Ces pays servent donc leur dette à un taux moyen de 17 %.

Le cas du Brésil peut nous permettre de comprendre l'importance de la charge représentée par le service de la dette. En trois ans et demi - de janvier 1985 à juin 1988 -, le Brésil a remboursé 53 milliards de dollars, pour une dette extérieure de 119,7 milliards à la fin de la période considérée. En 1988, le Venezuela a, quant à lui, utilisé un peu plus de 70 % de la valeur de ses exportations pour servir sa dette.

Ces chiffres nous montrent que la situation actuelle est explosive. Elle a pu se stabiliser temporairement grâce au rééchelonnement du principal et à la dévaluation du dollar qui a suivi les accords du 22 septembre 1985.

Jusqu'à présent cette dévaluation n'a guère été prise en compte. Pourtant, l'essentiel de la dette du tiers monde étant contractée en dollars, celle-ci augmente en termes réels lorsque le dollar s'apprécie et elle diminue dans le cas contraire. Or, comme le dollar s'est dévalué depuis l'époque des grands emprunts - grosso modo, entre 1975 et 1982 -, la dette internationale a diminué, en termes réels. Par contre, les pays ayant emprunté les monnaies fortement réévaluées depuis 1985 ont vu leur dette s'accroître. C'est le cas de l'Indonésie qui a contracté une partie importante de ses emprunts en yen.

II

Depuis que l'on a pris conscience, en août 1982, de l'importance de la dette des pays du tiers monde et des nations socialistes, on s'est aussi rendu compte de sa complexité. Cet argent a été emprunté non seulement à des banques privées, mais aussi à des organismes publics, comme les Etats et les organisations internationales : le FMI et la Banque mondiale, par exemple.

La source de ces emprunts est donc à la fois publique et privée. La partie privée représente un peu plus de 60 % de la dette totale et est contrôlée par le Club de Londres. La partie publique par contre est gérée, au niveau international, par le Club de Paris.

La partie publique est plus facile à modifier que les emprunts de source privée. Un Etat peut, en effet, décider de modifier les conditions dans lesquelles il a accordé un prêt à un autre Etat : réduire, par exemple, les intérêts ou tout simplement annuler le paiement d'une partie ou de la totalité du capital qu'un autre Etat lui doit. Ceci est difficilement envisageable dans le cas des emprunts d'origine principalement privée⁹. Les créances existent alors sous la forme d'obligations et ces actifs ne sont pas toujours entre les mains des organismes prêteurs. Ceux-ci peuvent n'en détenir que des quantités marginales, voire pas du tout. Ces obligations se négocient sur le marché international et passent entre les mains de nombreuses personnes physiques ou morales.

D'une manière générale, on a constaté que, au début de la crise de l'endettement - août 1982 -, la plupart des institutions financières ont eu tendance à se dessaisir des créances des pays surendettés, présentant des signes d'insolvabilité. Ceci a provoqué une suroffre de ces valeurs et leur décote. Mais ces obligations étant rémunérées au nominal, quelle que soit la décote, le débiteur continue à rembourser le taux négocié au moment de l'emprunt.

Prenons le cas d'un emprunt de 100 millions de dollars à 15 %¹⁰ contracté par un pays du tiers monde. Cet emprunt est divisé en obligations de 100 dollars chacune, de sorte qu'un investissement de 100 dollars rapportait au début 15 dollars par an.

Or, la crise de l'endettement a provoqué, comme nous l'avons souligné, la décote de ces obligations ; leurs détenteurs les ont donc vendues à perte.

Nous pouvons supposer qu'après un certain temps ces obligations se sont trouvées avec une décote de 50 %.

Une obligation dont la valeur était de 100 dollars ne valait plus que 50 dollars, mais elle continuait à rapporter 15 dollars par an, offrant au nouvel investisseur une rémunération réelle de 30 % pour 100 dollars. Ce qui est extrêmement intéressant !

Par comparaison, le rendement de l'emprunt à trente ans du Trésor américain était, en juillet 1989, de 8,04 %. Or, le taux de rémunération de cet emprunt est considéré Comme le baromètre universel sur le marché des obligations.

Les obligations des pays surendettés ne sont donc pas si catastrophiques. Il s'agit d'une affaire juteuse tant que la plupart des pays honoreront le paiement des intérêts. Le rôle du FMI est précisément de veiller à ce que ces pays servent leur dette d'une manière régulière, quitte à leur prêter une partie de l'argent pour ce faire, ou même à contrôler directement leur banque centrale pour éviter que les devises soient employées à d'autres fins¹¹.

Nous avons jusqu'à présent constaté deux phases dans le phénomène de l'endettement international : la première a coïncidé avec la période des grands emprunts, de 1974 à 1982. La seconde a commencé avec la crise de l'endettement en août 1982. Depuis lors, l'objectif essentiel a été de maintenir, coûte que coûte, le service de la dette, en restructurant le principal.

III

Nous sommes à présent entré dans une période différente. Le service de la dette absorbe une partie de plus en plus considérable de la rente des exportations.

Ce qui a une incidence particulièrement désastreuse sur la réalité économique et sociale de ces pays. L'appauvrissement et la paupérisation semblent atteindre un point limite.

La crainte que des explosions sociales enchaînent des répercussions au niveau international a suscité de nouvelles négociations et propositions. Certains envisagent une annulation plus ou moins significative de la dette.

Nous n'allons pas étudier ici les propositions parcellaires comme celles du plan Brandy de mars 1989, ou celles du plan Mitterrand mais plutôt nous demander s'il convient ou non d'annuler la dette, tant publique que privée.

Une décision autoritaire ne pourrait que provoquer une panique sur le marché des obligations et donc sur celui des valeurs. En effet, les deux tiers des échanges de valeurs, dans les principales bourses du monde, sont des obligations.

Supposons que toutes ces difficultés, et bien d'autres, puissent être surmontées et demandons-nous, à présent, si l'annulation de la dette est conforme ou non aux principes et aux exigences de la raison.

La plupart des êtres humains tendent à se prononcer à partir des sentiments qu'ils tiennent pour nobles : il est évident que, de ce point de vue, il serait hautement souhaitable d'annuler la dette.

Malheureusement, la simple annulation d'une partie ou de la totalité de la dette amènerait la ruine des nations les plus pauvres. Le manque de crédibilité internationale de ces pays ferait qu'ils ne pourraient plus obtenir de crédit et dépendraient uniquement de la charité internationale.

En d'autres termes, de même qu'un sujet qui perd son crédit perd sa crédibilité au sein de sa communauté, de même une nation cesse de participer à la plénitude du droit international lorsqu'elle aliène sa fiabilité et plus précisément, sa capacité à faire face à ses engagements.

Nous nous trouvons, dès lors, devant le problème suivant : les pays surendettés doivent faire face à leurs obligations, s'ils ne veulent pas tomber en état de mendicité et vivre de la charité internationale, ou être pris en charge par une communauté plus forte. Mais, comme nous le constatons, ces nations ne peuvent pas faire face à leurs engagements. Elles semblent donc être condamnées au discrédit sur le marché international.

Les projets d'annulation de la dette internationale vont précisément dans le sens de cette logique qui pousse ces nations à l'insolvabilité et à la dépendance.

Ainsi, au nom de la justice et de l'amour des faibles on pousse à la perte de crédit et à ce qu'on peut appeler la faillite, en tant que sujets économiques, de ces Etats.

Cette dérive vers la dépendance des nations surendettées semble provenir d'un processus inéluctable menant à la dépendance effective, à la recolonisation.

IV

La raison ne peut contribuer à renforcer la dépendance, le malheur et la misère. Elle aspire à bâtir un monde où les rapports entre les nations seraient régis par les principes de l'égalité proportionnelle.

L'échange, substance, support fondamental de la vie sociale, doit être proportionnel¹².

Au niveau international, avons-nous affaire à une relation entre égaux ? Certes, les Etats se situent sur un pied d'égalité au niveau juridique, même s'il n'en est pas de même sur le plan économique, militaire ou démographique.

La société des nations s'est donnée des règles et des institutions en conformité avec ses valeurs et son niveau de conscience. Les règles et les institutions qui conditionnent la reproduction matérielle sont de la plus haute importance.

Or, nous vivons dans un monde où l'égalité proportionnelle a disparu des échanges, puisque les Etats-Unis détiennent le pouvoir d'émettre la monnaie internationale.

Avant la suppression de la garantie-or du dollar, le 15 août 1971, les Etats-Unis étaient obligés, conformément aux accords de Bretton Woods, d'échanger les excédents en dollars des autres excédents en dollars des autres pays contre de l'or. Depuis lors, ces excédents - résultat du déficit de la balance extérieure américaine - sont échangés contre des bons du Trésor. Le papier rémunéré, à terme, soutient la monnaie active des Etats-Unis, seule nation à pouvoir rembourser ainsi son déficit extérieur. Maurice Allais, prix Nobel d'économie, a souligné cette injustice : selon lui, personne " ne paraît réellement s'inquiéter du fait que l'utilisation internationale du dollar donne aux Etats-Unis le bénéfice de la création de monnaie sur le plan international, véritable tribut payé aux plus riches par les plus pauvres¹³". Les inégalités grandissantes entre les nations sont le résultat de ce manque de proportionnalité au niveau des échanges, qui favorise l'endettement et la dollarisation des nations les plus faibles, l'établissement d'une rente en passe de devenir perpétuelle, la fuite des capitaux et la spéculation sur le dollar.

Dans le cas de l'Amérique latine, cette spéculation sur le dollar tend à supprimer les possibilités d'investissements productifs. Les liquidités se placent en dollars, au lieu de s'orienter vers des placements productifs, vers la création de richesses. Ce phénomène se manifeste clairement dans l'hyper-inflation, suscitée par le poids exagéré des Etats et l'émission monétaire, mais aussi par la spéculation sur le dollar.

V

La disparition de l'endettement international et de la paupérisation des nations les plus pauvres suppose la disparition de l'hégémonie du billet vert. Ce processus permettrait le retour à la solvabilité de la plupart des nations endettées en dollars, c'est-à-dire de l'immense majorité.

Mais cet assainissement global aura une incidence structurelle locale, au niveau des nations. L'ordre institutionnel des pays pauvres, sur parasités, devra être aussi renversé.

La fin du règne du dollar est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour le rétablissement des grands équilibres entre les nations. Il faut aussi arrêter la saignée qu'implique la fuite des capitaux et mettre en place des mécanismes sains qui conditionnent les automatismes dans les échanges.

Toute institution - et à plus forte raison celle qui conditionne l'existence des systèmes monétaires -, comporte, dans son fonctionnement, une dimension purement objective et une autre résultant des valeurs qu'elle véhicule. Il faut tenir compte non seulement des mécanismes de régulation objective qui se manifestent, pour la monnaie, d'une manière quantitative, mais aussi de l'action consciente qui s'en dégage. Par-delà la dimension objective du système monétaire international, se manifeste la politique de ces institutions.

Dans le cas des accords de 1944, le FMI est précisément ce complément conscient qui pèse d'une manière significative sur les nations qui sont en voie de déstructuration, de dérive anthropique.

L'organisme qui exprime la politique institutionnelle ne fait qu'extérioriser les valeurs qui tendent à l'affirmation de sa propre logique. C'est ainsi que le FMI formule et impose des politiques impliquant l'affirmation et la permanence du règne du dollar. Une institution injuste ne peut que produire un discours qui l'est aussi.

La disparition du règne du billet vert implique l'émergence de politiques internationales plus rationnelles, donc plus conformes aux principes de la moralité objective, du règne de la justice.

L'être social s'objective dans un ordre institutionnel. Au niveau international, et dans le domaine qui nous intéresse ici, cet ordre s'appelle le système monétaire international. Le but immédiat du FMI, en ce qui concerne le problème de la dette, est d'arriver à ce que ces pays puissent continuer à payer les intérêts. Il veut éviter l'insolvabilité des nations et sauvegarder ainsi le maintien du système actuel.

Le FMI s'exprime généralement d'une manière comptable, en fonction d'une logique comptable. C'est aussi le cas des autorités américaines, comme en témoigne le plan Brady sur la dette des pays dits intermédiaires, tel le Mexique. Les différents plans proposés par les responsables américains visent à sauvegarder l'ordre monétaire actuel. Soit en recourant aux banques privées pour qu'elles continuent à prêter de l'argent aux pays sur endettés, soit en utilisant des prêts officiels en vue d'absorber une partie des obligations sous cotées. C'est précisément ce qui a été mis en pratique, en juillet 1989, dans le cas de la dette privée du Mexique. En effet, les prêts consentis par les Etats-Unis, le Japon et l'Espagne vont être utilisés pour absorber une partie des obligations de la dette mexicaine. Cette politique permet ainsi de supprimer les prêts à bons perdus, tout en relançant le marché des obligations des pays surendettés.

Le discours sur l'annulation partielle ou totale de la dette exprime aussi la logique de cet ordre dans la mesure où la dépendance effective est la forme radicalisée de la dépendance monétaire. En effet, la perversion produite par ce système ne conduit pas uniquement à l'asphyxie des faibles, mais aussi à la prise en charge de ces pays, et à une recolonisation. Ce jugement peut paraître paradoxal, mais il faut être conscient du fait que la charité ne peut exister que dans des structures qui reproduisent la misère.

VI

Si nous voulons que les nations surendettées puissent se libérer du poids de la dette, nous devons chercher les possibilités de revenir à la solvabilité dans la plénitude du droit. Pour qu'une telle perspective soit de l'ordre du possible, il faut d'abord mettre fin au règne du dollar.

Supposons, en effet, l'exemple suivant. Le cas d'une nation dont la dette extérieure est de 100 milliards de dollars, avec une valeur d'exportations de l'ordre de 20 milliards par an. Supposons encore que le ratio du service de la dette soit de 75 %. Ce pays doit donc rembourser annuellement 15 milliards de dollars. Pour faciliter la compréhension du processus qu'impliquerait le changement du SMI, employons une autre monnaie.

Le deutsche mark, par exemple. En deutsche marks les valeurs - si 1 dollar = 2 DM¹⁴ - sont les suivantes :

Dette extérieure = 200 milliards de DM.

Produit des exportations = 40 milliards de DM.

Service de la dette = 30 milliards de DM.

Avant d'aller plus loin, nous devons savoir que la disparition du règne du dollar provoquera une baisse considérable de la valeur du billet vert en raison des trois éléments suivants :

- 1) l'abandon du dollar au niveau international par les Etats et les personnes morales et physiques,
- 2) la surabondance de dollars sur le marché international,
- 3) et l'incapacité des Etats-Unis de pouvoir garantir la parité actuelle, par manque de réserves.

Il n'est donc pas absurde de penser que cette dépréciation puisse être de l'ordre de 80 % de la valeur actuelle. Il ne faut pas oublier, à ce propos, qu'après les accords du 22 septembre 1985 (qui avaient provoqué une certaine surabondance de billets verts sur le marché international) le dollar s'est dévalué de 50 % par rapport au yen et au deutsche mark.

Cette dévaluation n'a pas perturbé les échanges sur le marché international. Elle a au contraire permis une réduction de la dette internationale en termes réels.

Revenons à notre exemple. Supposons que, par suite de la fin de l'hégémonie du dollar, la monnaie américaine se dévalue de 80 %. En deutsche marks, la dette de ce pays ne sera donc plus que de 40 milliards, au lieu de 200 avant le changement. Dès lors, ce pays se trouvera en condition de pouvoir rembourser sa dette extérieure avec le produit des exportations d'une seule année. Le service de sa dette extérieure ne sera plus de 30 milliards de marks, mais de 6 milliards. Ce qui varie ici, dans l'hypothèse d'un nouveau SMI, ce sont les valeurs monétaires et non pas la valeur réelle.

Le montant en termes nominaux de la dette et de son service diminue, tandis que la valeur des exportations ne varie pas substantiellement. En effet, l'expérience de la dévaluation du dollar entre octobre 1985 et octobre 1987 nous montre qu'en termes réels la valeur des exportations des différents pays, calculée en ECU par exemple, n'a pas connu de variations anormales.

Pour cette raison, dans notre exemple la valeur monétaire en dollars se dévalue de 80 %, tandis que la valeur des exportations, exprimée en une tierce monnaie, ne change pas. Par contre, exprimée en dollars, la valeur des exportations qui était de 20 milliards passe à 100 milliards. Ceci parce que 40 milliards de marks sont avant dévaluation égaux à 20 milliards de dollars, tandis qu'après dévaluation ils passent à 100 milliards de dollars.

Le rétablissement de l'égalité proportionnelle entre les nations n'est qu'un premier pas vers la réalisation de la justice concrète, universelle. Le devenir de cette universalité présuppose la lutte pour la raison, pour que l'homme maîtrise sa condition selon les principes du vrai et du juste. Car le but de la raison n'est pas de justifier un ordre nocif et destructeur, mais de contribuer au règne des principes d'ordre universel, au sein d'une communauté des nations ayant établi entre elles des rapports dynamiques et harmonieux.

Deuxième partie : Des mécanismes internationaux

Réflexions sur l'endettement international et la variété de ses manifestations

I

Lorsque nous parlons de dette économique¹⁵ nous devons nous rendre compte que ce concept n'est pas strictement univoque. Nous l'entendons, en général, dans trois sens différents.

Le premier sens est le résultat de l'emprunt. Nous disons alors qu'il s'agit de l'argent qu'un sujet doit à un autre.

Le second sens est le résultat de la reconnaissance d'une obligation contractée par un sujet. Cette forme de l'endettement est différente de la précédente dans la mesure où elle ne provient pas d'un emprunt, d'une transaction monétaire. Il ne s'agit donc pas d'un engagement strictement volontaire mais du fruit d'un accident ou de la nécessité. Cette forme d'endettement ne nous intéresse pas là. Nous voulons seulement nous référer à l'endettement qui résulte d'un rapport volontaire, car seule cette relation est du domaine strictement économique. En effet, l'obligation provenant d'un engagement relève du domaine juridique.

En troisième lieu, nous parlons d'endettement lors que nous nous référons à l'action des pouvoirs publics impliquant des obligations financières. Nous faisons alors allusion à la dette publique et, plus précisément, à l'ensemble des engagements financiers contractés par un Etat. Dans ce sens, les Etats s'engagent de deux manières : soit par le biais de l'emprunt, soit par celui de la vente de titres du Trésor public. Les emprunts dégagent des obligations, valeurs non monétaires. Par contre, les titres du Trésor public, comme les bons du Trésor, sont des catégories monétaires, plus précisément quasi monétaires.

Les monétaristes incluent, par exemple, ces actifs dans M3, en tant que quasi-monnaie. Les bons du Trésor sont des catégories quasi monétaires car ils constituent auprès de l'Etat des créances immédiates, tout comme le papier-monnaie. Mais dans les conditions de l'économie moderne, fonctionnant avec le papier-monnaie, les billets de banque et les bons du Trésor sont des catégories monétairement différentes. C'est pourquoi nous parlons de monnaie et de quasi-monnaie. Il est très important de signaler cette différence pour éclaircir la problématique qui nous intéresse ici, tout en tenant compte que, du point de vue des finances publiques, le papier-monnaie et les bons du Trésor sont des créances auprès de l'organisme émetteur.

II

Puisque nous essayons ici de comprendre le phénomène de la dette internationale, il nous faut saisir de très près les différences au sein de la dette publique. Ne pas en tenir compte ne peut que conduire à la confusion.

D'une manière générale, les créances par rapport à l'Etat prennent trois formes : le papier-monnaie, les bons du Trésor et les emprunts publics, ou les obligations d'Etat. Les deux premières font partie du passif de la Banque centrale. La troisième catégorie, par contre, est comptabilisée dans les comptes globaux de la nation.

Le papier-monnaie est une créance par rapport à l'Etat ; mais, au sens strict du terme il n'implique pas un endettement. Cette dimension de créance se manifeste essentiellement, sous le règne du papier-monnaie, vis à vis de l'extérieur. Les variations monétaires obligent en effet l'Etat à assumer la valeur de sa monnaie. De sorte que, en cas de faiblesse, la surabondance de monnaie circulant à l'extérieur prend la forme d'une dette qui doit être très souvent remboursée immédiatement. Nous parlons ici de monnaies convertibles, et, plus précisément, de monnaies considérées comme des devises internationales et des monnaies de réserve.

Nous vivons actuellement cette expérience à une échelle particulièrement importante, dans le cas du dollar américain. En effet, la surabondance de dollars existant sur le marché international peut conduire l'économie américaine à sa propre perte.

Avant de poursuivre notre réflexion sur la dette internationale, examinons les éléments de la dette publique, au sens strict du terme. Nous avons vu que les Etats peuvent se refinancer - par-delà la fiscalité et l'émission monétaire - soit en empruntant de l'argent (à l'aide d'obligations), soit en vendant des actifs publics : des bons du Trésor. Ces deux catégories sont à la fois semblables et différentes.

Si les obligations et les bons du Trésor sont des valeurs dégageant une rémunération à taux fixe, le niveau de liquéfaction n'est pas le même. Les bons du Trésor sont liquéfiables à vue et d'après leur valeur nominale. Ce qui n'est pas le cas des obligations.

De plus, les bons du Trésor ne circulent en général qu'à l'intérieur d'un pays. Ils permettent à la puissance publique de se refinancer à l'intérieur de ses frontières.

Dès lors, ils ne font partie que de la dette interne. Ce qui se passe actuellement avec les bons du Trésor américains, émis sur le marché des pays excédentaires - comme le Japon et la RFA -, est une exception : car, en cas de besoin de refinancement sur le marché international, la plupart des Etats ont recours à l'emprunt.

III

Pour ce qui est de la dette publique, il convient de faire la différence entre l'endettement interne et l'endettement international. Le premier est celui qu'un Etat contracte avec ses résidents, tandis que le second implique des créances détenues par les non-résidents.

D'une manière générale, l'endettement interne est moins important que l'endettement international. Ceci est particulièrement vrai sous le règne du papier-monnaie. Un Etat peut toujours recourir à l'érosion monétaire pour se désendetter vis-à-vis de ses citoyens. En effet, le service et le paiement de la dette interne ne se font qu'en monnaie nationale. Donc, avec un instrument qui dépend, en dernière instance, de la politique de l'organisme émetteur.

La dette internationale, par contre, est généralement libellée en monnaie étrangère, voire garantie par l'or ; par conséquent, avec une mesure qui ne dépend pas de la politique et de la volonté d'un pouvoir. Dans ces conditions, pour faire face à leurs obligations, les Etats sont obligés soit de dégager des excédents en développant les exportations, ou en diminuant les importations, soit de continuer à s'endetter. Le surendettement conduit, en l'occurrence, à la banqueroute.

Ceci est vrai pour toutes les nations, à l'exception des Etats-Unis qui peuvent se permettre de payer leur déficit extérieur¹⁶ avec leur propre monnaie.

C'est précisément parce que la monnaie nationale et le référentiel international sont identiques que les Etats Unis n'ont pas besoin d'emprunter sur le marché international pour rembourser leurs déficits extérieurs.

C'est le cas, notamment, de la balance commerciale. Les importateurs américains empruntent en effet sur le marché interne pour se procurer, sur le marché international, tous les biens qu'ils peuvent écouler. Donc les Etats-Unis - pays ayant en 1987 un taux de couverture de 55 % - n'ont pas besoin d'emprunter à l'extérieur.

Par contre, ils vendent des bons du Trésor sur le marché international, pour réguler la quantité de dollars circulant à l'extérieur. De ce point de vue, le marché international est pour les Etats-Unis une sorte de prolongation du marché interne.

Nous nous trouvons ici devant un phénomène particulièrement exceptionnel, qui a pris une ampleur considérable à la suite des accords du 22 septembre 1985, car il va donner naissance à l'intervention massive des banques centrales excédentaires et à ce qu'il est convenu d'appeler la dette américaine.

Le privilège de l'économie américaine résulte de la suppression de la convertibilité du dollar par rapport à l'or, et du maintien du règne du billet vert. Mais cet avantage n'a commencé à se manifester massivement qu'à la suite de la politique déflationniste de 1981-1982.

Le renchérissement considérable¹⁷ du loyer de l'argent a entraîné la paralysie et la tétanisation de la puissance productive américaine.

C'est à la suite de cette politique déflationniste que les Etats-Unis ont commencé à connaître le phénomène de la désindustrialisation et de la tertiariation, et donc une perte de productivité accompagnée de surconsommation et de hausse du niveau de vie. Cette logique de fonctionnement est tout à fait différente de celle qui prévaut dans le reste du monde, où le niveau de vie d'une nation est en rapport direct avec l'importance de sa capacité productive.

IV

Abordons maintenant la question de la valeur d'une monnaie sur le marché international, et la thèse selon laquelle cette valeur ne dépend pas du taux d'inflation interne, mais de son abondance et de sa rareté sur le marché international. En effet, depuis les accords de New York du 22 septembre 1985, le dollar s'est dévalué d'environ 50 % par rapport au yen et au deutsche mark. Or, cela s'est produit sans que "l'inflation américaine n'ait varié de façon significative.

Depuis ces accords, la dépréciation du dollar est le résultat de trois causes essentielles :

- 1) Les pays excédentaires -Japon et RFA - ont remis sur le marché une partie importante de leurs réserves dollars, provoquant ainsi une surabondance de cette monnaie sur le marché international.
- 2) Le déficit américain des comptes courants s'est approfondi.
- 3) La dépréciation du dollar a provoqué la dessaisie de cette monnaie.

Les accords de New York ont amorcé un mouvement de reflux du dollar, aggravé par la désindustrialisation des Etats-Unis et auto-entrenu par l'abandon du dollar, dû à sa propre dépréciation. C'est dans ces conditions que le gouvernement américain est intervenu en essayant d'éponger une partie du surplus de dollars circulant dans le monde.

Une telle opération implique que chaque pays achète sa propre monnaie avec ses réserves en devises étrangères. Plus précisément, avec des devises fortes détenues par l'Etat en question. D'ailleurs, si un Etat ne possède pas assez de réserves¹⁸ pour soutenir - en pratique, acheter - sa propre monnaie, il est obligé d'en emprunter et donc de s'endetter¹⁹.

Le dollar étant hégémonique, les Etats-Unis n'ont pas eu à le faire, même s'ils ont été obligés d'intervenir pour soutenir leur monnaie après les accords de 1985.

De quelle manière le gouvernement américain peut-il intervenir sur le marché international pour soutenir sa monnaie ? Rappelons que, avant 1971, les Américains avaient la possibilité de recourir à l'or pour soutenir leur monnaie. Ce n'est

plus le cas. A présent, toute intervention à base métallique conduirait au retour en force de l'or et au dépassement du règne du dollar. Cette voie est, par conséquent, particulièrement problématique.

Certes les Etats-Unis pourraient, comme toutes les autres nations, emprunter des devises fortes - yen et deutsche marks - pour soutenir leur monnaie. Mais une telle pratique provoquerait un endettement effectif. Elle impliquerait la négation du privilège de l'économie américaine et la persolive de la banqueroute, comme c'est le cas actuellement pour les nations surendettées du tiers monde et des pays socialiste.

L'utilisation des bons du Trésor est ainsi une solution qui découle de la logique même du SMI. En effet, au niveau monétaire, le marché international se présente comme la continuation du marché américain lui-même.

Les bons du Trésor permettent aussi de réguler la masse de dollars circulant dans le monde car ils ont une solidité marchande plus efficace que la monnaie, étant une monnaie qui procure une rémunération.

Pour les détenteurs d'actifs monétaires, les bons du Trésor sont plus intéressants que les obligations, dans la mesure où ils dégagent un taux fixe comme ceux-ci, tout en étant liquéfiables à vue et selon leur valeur nominale. Cela est particulièrement vrai lorsqu'une dépréciation du papier devient possible.

Par conséquent, les Américains utilisent leur quasi monnaie pour soutenir leur monnaie - et cela à deux niveaux très différents. Premièrement, pour éponger une partie des sur liquidités en dollars, en plaçant des bons du Trésor sur le marché des pays excédentaires. Deuxièmement, en échangeant des bons du Trésor contre les surplus issus des interventions des banques centrales des pays excédentaires.

Pour ceux-ci, il est plus intéressant de garder une monnaie rémunérée, qu'une monnaie non rémunérée. Le problème est, à présent, de savoir dans quelle mesure cette vente des bons du Trésor peut être considérée comme un endettement, au sens strict du terme.

Peut-on, par exemple, mettre sur le même plan cette forme d'endettement avec celle du tiers monde et de tous les autres pays qui doivent se procurer des devises pour faire face à leurs obligations ?

Il ne s'agit pas exactement du même phénomène. Tout d'abord, aucun autre pays en déficit ne peut se permettre de faire face à ses obligations en ayant recours à sa monnaie et à sa quasi-monnaie. Si un pays comme le Mexique pouvait rembourser les échéances de sa dette avec sa monnaie, il est clair que sa situation serait tout à fait différente.

Nous avons déjà vu que les bons du Trésor se transforment en liquidités et l'argent en bons du Trésor. En dernière instance, il s'agit de créances en puissance, détenues par les non-résidents auprès de l'Etat américain.

Ces créances, pour autant qu'elles ne se dévaluent pas brutalement - ou qu'elles aient une rémunération suffisante, comme les bons du Trésor -, ne seront pas présentées massivement à l'organisme émetteur. Dans ces conditions, elles ne constituent pas des dettes au sens strict du terme, mais des quasi dettes qui permettent à la nation américaine de continuer à absorber, sans compensations réelles, une partie très importante des richesses créées dans le monde.

C'est précisément cette logique de la quasi dette qui explique le paradoxe d'une société dite sur endettée et vivant effectivement dans l'abondance. On peut, bien évidemment, apporter comme argument à la thèse de l'endettement réel des Etats-Unis, l'importance du service des bons du Trésor. Mais il ne faut pas oublier que cette rémunération se fait en billets verts et que, en dernière instance, les bons du Trésor de l'Etat américain sont aussi des dollars.

Cette quasi-dette tend à avoir des incidences extrêmement négatives sur l'économie américaine : elle accentue la désindustrialisation, et, lorsque le règne du dollar s'achèvera, elle encouragera sa dépréciation.

La disparition de l'hégémonie du dollar, la création d'un nouveau SMI et la formation d'un nouveau référentiel, produit de l'internationalisation des rapports entre les communautés nationales, supprimeront le quasi endettement des Etats-Unis et leur privilège actuel. Pour les pays surendettés - et notamment pour les nations du tiers monde - la fin du règne du dollar impliquera le retour à la solvabilité. Les pays du tiers monde ont tout à gagner, tandis que les Etats-Unis perdront leur privilège. Mais, en dernière instance, les Américains ont eux-mêmes intérêt à y mettre fin, car plus le processus de désindustrialisation s'approfondira, plus leur avenir sera sombre.

La disproportionnalité dans l'échange peut se manifester sous le règne des régulateurs objectifs, mais elle n'est pas viable dans la durée. A un moment ou à un autre, la " main invisible " tend à se manifester, tantôt par des gifles - les krachs -, tantôt par des uppercuts, les récessions brutales et la crise généralisée.

Les mécanismes régulateurs font partie de la raison objective. Ils possèdent une dimension axiologique fondamentale, car ils sont la plus haute expression du système des besoins. Par conséquent, la recherche de la proportionnalité dans l'échange - surtout lorsqu'il s'agit de nations - fait partie de la logique même de ces régulateurs. Nous avons affaire ici à la force de la raison et non à la raison de la force.

Validité et efficacité des accords de Bretton Woods (1967-1979)

I

A l'époque de la Grèce antique, on accordait à la convention un rôle très important dans l'institution des phénomènes culturels et sociaux.

C'est ainsi que pour Démocrite le doux et l'amer le sont par convention, ainsi que les couleurs et d'autres phénomènes qui conditionnent l'existence humaine. Aristote, pour sa part, ne va pas aussi loin et n'attribue pas à la conventionalité un rôle aussi universel. Mais selon lui, tout ce qui n'est pas naturel est produit de la convention. Dans la sphère politique, les institutions sont donc le résultat de conventions.

Aristote signale que la monnaie, qui nous permet de mesurer la valeur d'échange des biens, n'est pas un phénomène naturel, mais un produit de la convention. Delà son nom de *nomisma*, valeur instituée par le *nomos*. Dans l'*Ethique à Nicomaque* (V,5), le philosophe grec remarque : " Notons qu'en soi il est impossible, pour des objets différents, de les rendre commensurables entre eux, mais, par l'usage courant, on y parvient d'une manière satisfaisante. Il suffit de trouver un étalon, quel qu'il soit - et cela, en vertu d'une convention ; d'où le nom de *nomisma* donné à la monnaie. Elle soumet tout, en effet, à une même mesure ; tout s'évalue en monnaie. "

Ce passage est particulièrement significatif, non seulement à cause du rôle instituant donné à la convention, mais aussi parce que le Stagirite nous dit que l'étalon en question, quel qu'il soit, n'est donc pas forcément métallique, ni à fortiori un métal précieux, comme la tradition scolastique l'a soutenu en attribuant cette thèse à Aristote.

Aujourd'hui, les phénomènes institués sont plutôt considérés comme le résultat d'un rapport de force. On donne primauté à la raison de la force, et non à la force de la raison. Ce culte de la force tend précisément à occulter le rôle joué par la raison et la pensée axiologique au sein de la civilisation.

De plus, cette thèse des rapports de force est avancée lorsqu'on constate le caractère institué des référentiels, permettant le fonctionnement des régulateurs objectifs.

Dans le domaine de "économie, il faut différencier l'étalon des mécanismes régulateurs.

La raison qui se manifeste dans le social - à un moment historique donné - choisit son étalon. Mais cet instrument n'est que le régulateur immédiat, la valeur déterminée faisant face aux valeurs non déterminées. Le régulateur englobant n'est autre que l'offre et la demande et, plus précisément, la loi des contraires se manifestant au niveau du système des besoins - l'économie - dans et par le rapport entre la quantité de biens existants et les besoins.

A vrai dire, le régulateur englobant conditionne non seulement la relation entre l'étalon et les biens et services, mais aussi le rapport au sein de l'étalon lui-même. Par conséquent, l'offre et la demande conditionnent le change et l'échange. Il est toutefois essentiel de souligner que les mécanismes englobants ne peuvent fonctionner que si l'instrument de mesure est institué par l'usage ou la convention. De sorte que la raison pratique ne peut contrôler immédiatement que le produit de son action : "instrument de mesure. Elle peut, bien évidemment, influencer sur les mécanismes englobants, par le biais de cet instrument. Mais cette incidence est née souvent négative, car les technocraties croient pouvoir maîtriser entièrement les mécanismes englobants.

II

Les accords de 1944, il est vrai, n'ont pas été institués par une négociation à caractère vraiment international. Ils ont été essentiellement le résultat des discussions entre la délégation britannique (dirigée par Keynes) et la délégation américaine (ayant à sa tête Dexter White). Comme on le sait, la thèse américaine a prévalu. La position britannique, exprimée par le projet Bancor, revenait en fait à rester à l'intérieur du système de l'étalon or. Si Keynes lui-même avait reconnu la nécessité de dépasser ce système, il défendit le point de vue officiel de son pays pendant ces longues négociations. Elles visaient, à leur début, - en 1942-1943 -, à créer un système monétaire capable de s'opposer au Nouvel Ordre Economique de l'Allemagne hitlérienne. A la fin des négociations, il est devenu évident que le nouveau système allait être appelé à avoir une dimension plus internationale. Tout indique, par ailleurs, que ce système se présentait plutôt comme une structure de transition. Vers quel système ? Voilà ce qui n'était pas clair dans l'esprit des négociateurs. Probablement le retour à l'étalon-or.

Pour saisir la dimension effective de ces accords, il nous semble nécessaire de rappeler trois faits essentiels :

- 1) L'or apparaissait à l'époque comme une entrave au développement du marché, sécrétant la surproduction, à cause de son inélasticité quantitative et du phénomène de la thésaurisation.
- 2) Les Etats-Unis contrôlaient la plus grande partie de l'or monétaire du monde. Les spécialistes parlent des deux tiers en 1944.
- 3) La plupart des anciennes puissances économiques étaient ruinées et détruites par la guerre.

Il semblait donc problématique de revenir à l'or comme étalon. La réussite du nouveau système dépendait, en grande partie, de la disparition du réflexe or. En effet, le monde moderne était trop conditionné par le métal jaune qui semblait être la seule monnaie viable.

Le passage au règne du papier-monnaie apparaissait souhaitable, mais problématique, même si depuis la seconde moitié du XIXe siècle, on avait assisté à une consolidation de son rôle. Entre les deux guerres les balances sterling avaient permis de surmonter la rareté du métal jaune.

Le dépassement de l'étalon-or était, pour ainsi dire, inscrit dans la nécessité du temps. Adam Smith avait déjà signalé, dans *U Richesse des nations*, la nécessité de ce processus. Mais il ne s'est concrétisé qu'avec les accords de 1944.

Avec le recul, on peut dire que la réussite de ces accords, le passage au règne du papier-monnaie, provient du fait que le métal jaune a été conservé comme le référentiel de base du système. De sorte que le dollar continuait, comme par le passé, à être lié à l'or, en parité fixe.

Mais le dollar n'était pas garanti par le métal jaune, au niveau interne et par rapport aux particuliers. La vente d'or fut ainsi supprimée aux Etats-Unis. Les citoyens américains n'étaient pas censés avoir besoin du métal, car le dollar était *as good as gold*.

Par conséquent, la convertibilité du dollar avec l'or n'était valable qu'au niveau international et, plus précisément, par rapport aux banques centrales des autres pays. De plus, le marché libre de Londres continuait à jouer son rôle.

Avec les accords de 1944 on se trouve ainsi avec un système qui se caractérise par :

- 1) l'existence d'un noyau central : le lien du dollar avec l'or. Il s'agit ici d'un rapport de parité stable, au prix de 35 dollars l'once, la gestion de cette relation relevant du seul gouvernement américain.
- 2) le rapport de parité stable et ajustable des autres monnaies convertibles avec le dollar. Chaque pays était responsable de la parité de sa monnaie, et décidait d'une manière autonome le niveau de cette parité.
- 3) l'existence d'un organisme de surveillance international, le FMI, pour éviter le surendettement et la faillite des nations car la suppression de l'étalon-or pouvait, précisément, conduire à une telle situation.

III

L'incidence la plus importante des accords de 1944 a été l'institution du dollar en tant que référentiel international. Le dollar devint non seulement la monnaie de réserve internationale, mais aussi l'unité de mesure sur le marché international. Ainsi, tout fut libellé en dollars, aussi bien les monnaies particulières que les biens et services sur le marché mondial. Ceci impliqua le passage du règne de l'or au règne du dollar.

Ce phénomène a été consolidé non seulement par le fait que la plupart des nations ont signé ces accords, mais aussi par le fait que le billet vert a eu tendance à devenir la monnaie effective pour les nations ayant un système de besoins de structuré. Le système mis en place à Bretton Woods a été validé par les anciennes puissances industrialisées, comme l'Angleterre, la RFA, la France, le Japon, etc. Le dollar a été accepté comme seule vraie valeur monétaire dans les nations vivant dans la pénurie, comme les nations du socialisme réel et beaucoup des pays du tiers monde.

Si les mécanismes mis en place par les accords de 1944 sont aujourd'hui obsolètes, le dollar est toujours une monnaie internationale de référence. Comment expliquer un tel phénomène ? La plupart des spécialistes pré-tendent que les accords de 1944 ont pris fin le 15 août 1971, lorsque Georges Pompidou poussa Richard Nixon à adopter une telle mesure.

Mais il s'agit en fait d'un malentendu. En effet, Nixon n'a pas supprimé les accords de 1944 en tant que tels, mais seulement un de leurs éléments²⁰ : la parité du dollar avec l'or.

De sorte que l'adoption du dollar comme monnaie internationale - le paramètre le plus important des accords de Bretton Woods n'a pas été remise en cause, pas plus que le système de la parité stable et ajustable avec les autres monnaies.

Certes, les principales monnaies qui étaient en parité fixe avec le dollar, avant la décision de Nixon, se sont mises à flotter, rompant ainsi avec les mécanismes de la parité fixe, mais cela n'a pas été le cas de toutes les monnaies. Beaucoup de monnaies dites périphériques comme les monnaies latino-américaines - ont maintenu leur parité avec le dollar²¹.

Par conséquent, la suppression de la convertibilité du dollar avec l'or n'a pas entraîné la fin de l'hégémonie du dollar, ni la disparition du mécanisme de la parité stable et ajustable.

Pour dépasser ce qui a été institué en 1944, il faudrait qu'une nouvelle convention soit validée par les pays les plus forts du point de vue commercial et financier. Or, après 1971, rien n'est venu modifier l'ordre des choses. En effet, les accords du Smithsonian Institute, en 1973, ont établi le principe du flottement concerté, mais ils n'ont pas modifié le SMI. Pas plus que les accords du 22 septembre 1985.

En d'autres termes, le dépassement des accords de 1944 présuppose la fin du règne du dollar et la création d'un nouveau SMI.

IV

Le grand malentendu de 1971 est venu du fait qu'on a cru que la suppression de la convertibilité du dollar avec l'or impliquait nécessairement le dépassement du règne du billet vert. Or, faut-il le rappeler, ce changement est la conséquence du fait que la Banque centrale américaine avait pour ainsi dire épuisé ses réserves d'or²². Ceci, parce que les Etats-Unis, en raison des mécanismes de la parité fixe, devaient alors rembourser les dollars des banques centrales avec de l'or, et intervenir sur le marché de Londres, en vendant de l'or, pour éviter que le dollar ne se dévalue par rapport à sa parité métallique.

En dernière instance, les Etats-Unis devaient rembourser les déficits de leur balance courante avec de l'or. Depuis le 15 août 1971, les Etats-Unis peuvent rembourser leurs déficits avec du papier. Donc absorber une part²³ des richesses du monde, sans aucune contrepartie effective.

La suppression de la convertibilité a abouti à l'hégémonie du dollar et a accru la suprématie de l'économie américaine. L'absence d'une mesure fixe et universelle dans le système de change provoque une déstabilisation considérable. D'où les théories absurdes sur l'inflation et les termes de l'échange, qui vont favoriser la dérive économique que nous connaissons depuis octobre 1974.

L'obsession anti-inflationniste, qui a cours depuis lors, est la conséquence d'une déstabilisation au niveau de la perception des référentiels économiques. La perception inadéquate du phénomène inflationniste ne nous semble pas avoir d'autre explication. En effet, lorsqu'on affirme que l'inflation est le résultat de l'augmentation régulière des prix des biens et des services, on oublie qu'il s'agit d'un problème concernant l'instrument de mesure - la monnaie - et non pas les choses mesurées, et que tout changement dans l'étalon de mesure se répercute régulièrement dans les choses mesurées. Cette thèse va encourager une certaine désindustrialisation des pays à économie mixte comme la France, par exemple. La thèse du renversement des termes de l'échange, quant à elle, va justifier l'endettement des nations du tiers monde et des pays socialistes. Ceux-ci, se considérant potentiellement riches, à cause de la prétendue augmentation du prix des matières premières, vont emprunter des sommes qu'ils ne pourront plus rembourser.

V

La croyance en la prétendue Ç dialectique du rapport des forces È a fait oublier la dimension axiologique et rationnelle qui être à la base de toute institution et à plus forte raison d'un système monétaire international.

Un système qui n'est plus en mesure d'assurer la proportionnalité et l'expansion des échanges ne peut qu'avoir une incidence négative sur le système des besoins à l'échelle universelle. Ce ne sont pas les mécanismes de régulation globale - offre, demande, accumulation élargie, etc. - qui sont la cause de la crise actuelle, mais plutôt le fait que l'instrument à travers lequel se réalise ce mécanisme n'est pas conforme à la logique d'un tel système.

La mesure de l'échange international ne doit pas être une mesure particulière. Or, c'est le cas depuis 1971. Avant cette date, les Etats-Unis étaient obligés de rembourser, avec leurs réserves métalliques, les excédents dollars sur le marché international. A l'époque, le billet vert était lié à cette mesure universelle qu'est le métal jaune. C'est la raison pour laquelle les accords de 1944 étaient conformes aux exigences des principes. Ce n'est donc pas un accident si, quelques années après la suppression de cette conformité, une partie très importante de l'humanité s'est mise à glisser dans la misère et la famine.

La condition principale pour dépasser l'ordre actuel et éviter une dégradation encore plus grande, c'est de remplacer les vestiges des accords de Bretton Woods par un nouveau système fondé sur la raison.

Observations sur les possibilités d'un nouveau système monétaire international

I

De plus en plus de spécialistes et de personnalités politiques sont d'accord pour signaler la nécessité du dépassement du système monétaire actuel, issu des accords de 1944.

Avec le recul, nous pouvons mieux comprendre les éléments essentiels du système de Bretton Woods :

- a) Il s'agissait d'une structure de transition, d'une durée de vie assez limitée car la logique de son fonctionnement reposait sur les réserves métalliques américaines. Ces réserves ne pouvaient pas durer très longtemps à l'intérieur d'une structure où l'inflation jouait un rôle régulateur - l'économie dite keynésienne fonctionna, en effet, en déficit budgétaire.
- b) Il a permis la redistribution de l'or monétaire.
- c) Les décisions concernant la parité dépendaient de l'autorité responsable de chaque monnaie (l'Etat), qui choisissait d'une manière autonome de garder ou de modifier la parité.

Les accords de 1944 étaient conformes aux exigences de l'époque. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard s'ils ont permis une période de prospérité et de croissance remarquables : les " Trente Glorieuses ".

II

La fin des accords de 1944 a ouvert une période d'instabilité économique, conduisant à la crise actuelle. Certes la fin de ces accords n'a pas déclenché directement la crise. Celle-ci a été provoquée par les conséquences de l'obsession anti-inflationniste et de la thèse sur le renversement des termes de l'échange.

Mais la modification des accords de Bretton Woods a joué un rôle déstabilisateur de premier ordre. Nous sommes passés à un système de changes flottants ayant le dollar comme référentiel et, comme par le passé, les marchandises ont continué à être libellées en dollars.

Du point de vue de la rationalité du système international d'échanges, il aurait fallu, en 1971, structurer un nouveau SMI et trouver un nouveau référentiel. La seule suppression des mécanismes de la parité fixe - du dollar avec l'or et des autres monnaies avec le dollar -, s'est révélée tout à fait insuffisante.

En effet, le passage au système de changes flottants n'impliquait pas le dépassement de l'hégémonie du dollar. Tout au contraire, un tel changement a permis aux Etats-Unis de pouvoir payer leurs déficits avec du papier, sans aucune contrepartie réelle. Si en 1971 les Etats-Unis disposaient encore d'une capacité productive considérable, de loin la plus importante du monde, la politique anti-inflationniste du tandem Reagan - Volker et le renchérissement du crédit ont, en 1981-1982, paralysé l'industrie américaine, permettant ainsi aux produits étrangers de s'imposer aisément à l'intérieur de ce marché.

La désindustrialisation des Etats-Unis s'est produite dans un état euphorique de surconsommation et de quasi plein-emploi. Cette situation est devenue très claire à partir de la fin 1982, comme en témoignent les chiffres du déficit (1982 : 9 milliards de dollars ; 1983 : 40 ; 1984 : 100 ; 1985 : 130 ; 1986 : 156,2 ; 1987 : 171,2). La désindustrialisation et l'augmentation du déficit extérieur n'ont pas réduit la capacité de consommation globale du pays. Bien au contraire. Or, la justice voudrait qu'entre sujets égaux, entre nations, l'échange soit proportionnel et que les plus riches subventionnent le plus pauvres - et non inversement.

III

La nécessité de dépasser le système monétaire actuel n'est pas simplement d'ordre éthique, elle est aussi d'ordre technique et rationnel. En effet, le manque de propension à investir créé par la désindustrialisation des Etats-Unis a provoqué une surabondance des liquidités et celles-ci se sont orientées vers la spéculation boursière. Ce mouvement spéculatif a commencé aux Etats-Unis, puis il s'est amplifié à la suite du relâchement des taux d'intérêt, à partir d'août 1982. Nous avons ainsi assisté à une montée considérable de la bourse de New York et d'autres grandes places internationales. Cette spéculation a pris de telles proportions que l'indice Dow Jones a battu en peu de temps tous les records historiques, jusqu'à arriver au niveau 2722, le 25 août 1987.

Mais le marché est un régulateur englobant qui tend à corriger les excès comme les défauts. C'est ce qui s'est produit le 19 octobre 1987, jour où l'indice de la bourse de New York a plongé en l'espace d'une séance de 508 points, soit de 22,6 %, dépassant ainsi le recul du célèbre « jeudi noir » d'octobre 1929, qui ne fut que de 12 %.

Pendant cette période euphorique, entre août 1982 et octobre 1987, la bourse de New York n'a pas été un indicateur de croissance économique. En effet, les Etats Unis ont alors connu un phénomène de désindustrialisation très important. Il faut remarquer aussi, à ce propos, que c'est la situation privilégiée de l'économie américaine qui permet d'expliquer la coïncidence de la désindustrialisation avec le développement du secteur tertiaire : la " tertiairisation ".

La spéculation américaine s'est étendue à d'autres places internationales, à l'exception de Tokyo 24.

Comment surmonter le processus anthropique qui tend à se manifester actuellement ?

La reconstruction du SMI est une des conditions essentielles de l'assainissement du marché international, dont les nations sont de plus en plus dépendantes.

Le maintien du système actuel - même avec les modifications résultant des accords du 22 septembre 1985²⁵ - accroît la déstructuration et la dérive du système des besoins au niveau international. Le dépassement de ce système est à présent la seule voie de salut.

Trois perspectives se dessinent : le retour à l'étalon-or, l'internationalisation du modèle du SME, ou la création d'un nouveau SMI.

Le retour à l'étalon or est particulièrement problématique, et ce pour trois raisons:

1) Un tel instrument de circulation des marchandises a un coût d'entretien très élevé, comme l'avait déjà noté Adam Smith.

2) L'or favorise la préférence pour la thésaurisation, en période d'instabilité économique, provoquant ainsi la réduction de la base monétaire, de la masse monétaire, et entraînant la déflation.

3) Le métal monétaire existe en quantité limitée, ce qui provoque l'inélasticité de la demande globale et la tendance à la surproduction.

L'or, en tant qu'étalon référentiel, est plus adéquat aux structures strictement marchandes qu'aux structures capitalistes. Celles-ci ont besoin d'un instrument moins coûteux à entretenir et plus facile à reproduire.

IV

Le SME favorise les monnaies fortes au détriment des monnaies faibles. La monnaie qui tend à se réévaluer, - donc, à crever le plafond du tunnel - se trouve dans une situation infiniment plus confortable que celle qui se dévalue. En effet, chaque banque centrale doit se tenir prête à intervenir, lorsque sa monnaie tend à franchir son cours limite, car elle doit alors émettre de la monnaie pour augmenter son offre sur le marché international.

En d'autres termes, elle vend sa propre monnaie en échange de monnaies fortes.

Le pays en question augmente ainsi ses réserves et consolide sa position vis-à-vis de ses partenaires. C'est le cas notamment du deutsche mark et du florin.

Lorsqu'une monnaie tend à se dévaluer, la situation est tout à fait différente. La banque responsable doit se dessaisir de ses réserves pour soutenir sa propre monnaie. En d'autres termes, elle s'affaiblit en vendant ses réserves, ce qui renforce nécessairement la tendance à la dévaluation et à l'endettement.

Si nous restons dans la logique du SME de 1979, cette tendance à l'affaiblissement des monnaies fragiles ne peut que s'accroître avec la pratique du réalignement monétaire. Cette procédure implique une négociation plus ou moins longue sur la place publique, ce qui provoque la spéculation au détriment des monnaies fragiles. Les trois réajustements du franc opérés par le gouvernement de gauche, en octobre 1981, juin 1982 et mars 1983 - ont provoqué une telle saignée que la nation a dû se dessaisir de ses réserves, s'endetter et retirer le franc du marché international. Le franc se réévalue, depuis lors, avec le deutsche mark, car il n'est plus mesuré par le marché international. Or, cette surévaluation²⁶ est tout à fait artificielle, car la vraie valeur n'est donnée que par le libre jeu des automatismes du marché. Elle explique en partie le manque de compétitivité croissant de l'économie française.

Le SME tend aussi à provoquer la réévaluation artificielle des monnaies faibles, étouffant l'activité économique de ces pays. Nous pouvons ainsi mieux comprendre à la fois la surpuissance de l'économie allemande²⁷, et le déclin de l'économie française²⁸.

La reprise de l'économie britannique, depuis la fin 1982, a été facilitée par le fait que la livre ne fait pas partie du SMI, ce qui lui a permis de flotter librement et de se dévaluer, depuis 1985, de 25 % par rapport au deutsche mark et de 15 % par rapport au franc.

Quant à l'économie italienne, ses performances actuelles ne sont pas uniquement dues à "l'existence d'une économie parallèle très importante. La dévaluation sauvage de 20 %, par rapport à l'ECU en juillet 1985, a pu jouer un rôle significatif, ainsi que les plus grandes variations accordées à la lire, au sein du SME : 6 % de part et d'autre du taux pivot, contre 2,25 % pour les autres monnaies²⁹.

V

Le SME ne remplit donc pas les conditions pour devenir un modèle de régulation internationale, assurer la proportionnalité dans les échanges et réguler en toute justice la valeur des monnaies convertibles.

Il faut constituer un nouveau SMI inspiré de la dimension rationnelle des systèmes qui ont existé jusqu'à présent, tout en s'adaptant aux exigences d'un monde où les différentes nations sont de plus en plus interdépendantes. Il faut aussi tenir compte du fait que toutes les nations actuellement existantes ne peuvent pas se rapporter au marché international selon le même degré d'ouverture. Et ce pour des raisons sociologiques³⁰.

L'or devra non seulement donner à la nouvelle monnaie une dimension universelle, mais aussi permettre aux pays à monnaie non convertible de disposer de réserves qui ne soient pas déterminées par la politique économique d'une seule nation. De plus, cette remonétisation de l'or permettra d'éviter, dans le cas des pays pauvres, les fuites de capitaux. Il faut en effet trouver un instrument de thésaurisation permettant aux riches de ces pays de cacher leurs fortunes, en période d'instabilité sociale. L'absence de possibilité de thésaurisation favorise précisément la fuite des capitaux. Dans les pays où les seigneurs sont tout et le peuple n'est rien, il ne peut pas y avoir de loi universelle suffisamment contraignante pour éviter la corruption de la kleptocratie. La loi morale ne peut pas jouer son rôle au sein d'une telle perversion. Pour cette raison, il serait hautement souhaitable de rétablir l'instrument de thésaurisation qu'est l'or. L'unité de mesure internationale nous semble donc devoir être composée des monnaies convertibles et du métal jaune. Cette mesure ne devra pas être uniquement un étalon monétaire - servant de référentiel aux différentes monnaies convertibles, comme l'ECU l'est actuellement au sein du SME -, mais aussi le référentiel universel de l'échange. Ceci, dans le sens où tous les biens et services sur le marché international devront être libellés dans cette mesure. Dans ces conditions, nous aurons affaire à une véritable unité de compte internationale (UCI).

Le nouveau SMI devra aussi comporter son propre automatisme. Plusieurs possibilités se présentent :

- 1) Soit un mécanisme de parité stable et non ajustable.
- 2) Soit un mécanisme de parité stable et ajustable par négociation.
- 3) Soit encore, un système de parité stable et ajustable.

Les deux premières solutions, respectivement conformes au SME de 1972 et 1979, favorisent les monnaies fortes au détriment des monnaies faibles.

Il nous semble que le mécanisme de la parité stable et ajustable, propre aux accords de Bretton Woods, est le plus conforme aux principes et à la logique qu'un tel régulateur implique. Dans ce système, chaque banque centrale décide, d'une manière autonome³¹¹, d'intervenir pour que sa monnaie ne franchisse pas son cours limite.

En cas de dévaluation, l'organisme responsable pourra réaliser le changement de parité indispensable et récupérer l'essentiel des réserves engagées.

VI

La création d'un nouveau SMI nous semble être une des conditions essentielles pour sortir de la crise actuelle. Ceci, pour trois raisons fondamentales :

- 1) Une telle structure impliquerait le dépassement de l'état de disproportionnalité dans "l'échange que nous connaissons actuellement et, par conséquent, le rétablissement de l'égalité proportionnelle.
- 2) Un nouveau SMI mettrait fin à l'état de dépendance de la communauté internationale à l'égard de la politique économique d'une seule nation. N'oublions pas, en effet, l'influence actuelle de la politique économique des Etats-Unis, et, le rôle de ces indices, sur le marché international et sur l'activité économique des autres nations.
- 3) Le dépassement du règne du dollar provoquerait le retour à la solvabilité des nations surendettées. Ce processus conduirait à une perte considérable de la valeur du dollar et par conséquent à la dévaluation de la dette libellée dans cette monnaie.

Le système actuel crée non seulement les conditions de son propre dépassement, mais semble contenir les éléments de son propre assainissement. Rarement l'humanité n'a eu à sa disposition autant d'éléments pour assurer son propre bien-être et sa cécité ne vient pas tant d'intérêts particuliers que de l'incapacité de penser à partir des principes de la raison.

Les grands pays industrialisés ont-ils intérêt à maintenir le privilège du dollar ? Les pays à monnaie faible du Marché commun ont-ils intérêt à faire partie du SME ? La réponse est non.

On demande aux Etats-Unis de soutenir leur monnaie, au lieu de créer les conditions de son dépassement. De même pour ce qui est du SME. Ce ne sont pas les Allemands qui exigent de soutenir les monnaies faibles. Cette requête provient des pays concernés. Une telle politique favorise la suprématie de la banque centrale de la RFA, la consolidation de la logique du SME, et le renforcement de l'hégémonie du deutsche mark. Car il est évident que l'organisme qui soutient une monnaie a un pouvoir sur elle et, en l'occurrence, le soutien est synonyme de subvention.

Le dépassement des erreurs et des inégalités accumulées au niveau international, depuis des années, amènerait l'assainissement du marché international. La Crise actuelle n'est, en effet, que la manifestation de ces perversions. Car, si les régulateurs englobants dysfonctionnent, c'est parce que des phénomènes parasitent leur logique interne.

Au niveau international, les mécanismes régulateurs ont une dimension objective plus importante que dans les structures internes. De là, leur caractère plus simple, et plus transparent ainsi que leur réaction plus immédiate quant aux effets. Ce qui n'est pas le cas des structures internes, où tout est noyé dans les idéologies, instruments de lutte du pouvoir.

Il s'avère donc plus simple d'assainir les mécanismes englobants au niveau international, d'autant plus que ce changement ne dépend pas des mouvements politiques, en tant que tels, mais de la prise de conscience de ceux qui ont voix au chapitre : responsables des nations et décideurs économiques.

La régulation dépend des rapports entre les sujets de l'échange, en l'occurrence les nations.

La crise actuelle ne remet pas en question les régulateurs eux-mêmes, mais le système à travers lequel ils se manifestent. Il ne s'agit pas de supprimer la logique de l'échange élargi pour revenir au troc, mais de rendre rationnelle la manifestation de ces mécanismes. Ce n'est donc pas le marché qui est remis en question, mais le système à travers lequel se concrétise son existence.

Troisième partie : De la restructuration sociale

La Conquête dans l'historicité de la conscience latino-américaine

I

La Conquête est, sans nul doute, un événement tragique qui ne pourra jamais s'effacer de la conscience latino-américaine. Elle constitue en quelque sorte un 'traumatisme historique, surtout pour la sensibilité indienne et métisse.

Il est évident que ce choc a changé de signification dans le temps et qu'il n'est pas vécu de la même manière par les différentes ethnies. La vision des vaincus est différente de la vision des vainqueurs. Et ceci, indépendamment des déformations, plus ou moins délibérées, de l'historiographie officielle, qui promeut l'amnésie historique et justifie la concrétion des temps négatifs.

Par-delà le mensonge et le cynisme des historiens officiels, nous devons nous demander si la perception et les incidences de la Conquête ont changé ou peuvent changer dans la conscience latino-américaine. Pour cela, il nous faut établir quelle est la vision traditionnelle de cet événement, quels en sont les vestiges et enfin nous demander s'il est possible d'en dépasser la logique afin d'en finir avec l'ordre qu'elle cimente. Car toute représentation sociale conditionne un ordre dans les sociétés humaines.

En effet, la raison voudrait que l'on procède à une relecture réaliste d'un tel événement en faisant appel au principe de vérité afin de permettre de bâtir un monde qui ne soit plus fondé sur les préjugés des temps négatifs. Une telle interrogation ne peut s'arrêter aux apparences, elle doit s'intéresser au devenir-autre, l'étant-là de ce monde n'étant que misère et abjection. La dimension axiologique est ici fondamentale, car nous sommes sur un terrain où se confrontent toutes les valeurs, toutes les légitimations.

II

Dans les sociétés humaines, toute action renvoie nécessairement à un système de valeurs, non seulement parce que la conscience évalue spontanément pour différencier, mais aussi parce que les communautés possèdent des valeurs qui leur permettent la légitimation et la condamnation. Il ne s'agit pas ici d'opposer les principes du Vrai, du Bien et de la Justice au vandalisme et à l'hécatombe humaine provoqué par la Conquête. Ce qui nous intéresse, ce sont les critères de légitimation que la société de l'époque a employés. Colomb et ses compagnons ont découvert une terre sans maître, n'appartenant à personne, et ils considérèrent les Indiens, dès le début, comme des non-personnes.

Nous nous trouvons ici devant la première détermination d'un phénomène qui, tout en étant significatif n'explique pas l'enchaînement nécessaire de la Conquête. D'autres facteurs interviendront qui vont expliquer le déroulement de ce mouvement.

III

Le concept même de la découverte implique que les Espagnols sont le sujet de cet événement, le monde amérindien en étant l'objet. L'histoire de cette rencontre aurait pris une autre dimension si Colomb avait touché terre à un endroit plus hostile, ou plus structuré socialement. Or, les Indiens Arawaks étaient plutôt pacifiques. Ils devaient faire face alors à un peuple autrement plus redoutable, les Caraïbes, dont la présence commençait à se manifester.

Comme les habitants d'Hispaniola accueillirent chaleureusement Colomb et ses compagnons, certains en déduisirent que les Indiens étaient des êtres peu courageux - au travail comme à la guerre -, incapables de se prendre en charge et de faire la différence entre le bien et le mal. Cette perception consolida la volonté de domination des Conquistadors.

Pourquoi n'a-t-on pas abouti à la formation d'un empire traditionnel, c'est-à-dire à l'occupation du territoire et à l'intégration, dans un projet culturel, des populations qui y résidaient ? Pourquoi la puissance impérialiste n'est-elle pas devenue source de valeur ? Pourquoi le nouvel ordre ne s'est-il pas transformé en source de légitimation ?

Il est évident qu'un tel empire n'aurait pu s'établir sans un certain pillage, "extermination d'une partie des élites autochtones, la ponction matérielle et l'importation d'élites agissantes. Mais ce projet culturel aurait exclu la destruction pure et simple des peuples vaincus, contraire à la morale universelle.

Dans le cas de la Conquête du monde amérindien, nous avons affaire non pas à une simple occupation du territoire, mais à la destruction de populations, de sacrés, de cultures, à priori capables de supporter les cataclysmes de l'histoire.

Pourquoi les Conquistadors ont-ils incarné une telle volonté de destruction et d'extermination ? Pourquoi ces populations n'ont-elles pas réagi ?

C'est au cœur de ces deux problèmes que se loge le trauma de la Conquête. Car celle-ci va constituer le début des temps négatifs, et donner naissance à un univers où le mensonge, la cruauté et le mal marqueront au fer rouge le psychisme des individus.

Contrairement à Pablo Neruda - qui, dans son Chant général, évoque l'entrée des Conquistadors en ces termes : " Les assassins sont arrivés ! " -, nous pensons que ce sont les circonstances qui ont fait des Conquistadors et des premiers colons des monstres.

Le premier facteur nous semble être le raidissement religieux de l'époque. Les guerres entre chrétiens et musulmans exacerbèrent les croyances et provoquèrent le développement du fanatisme religieux, particulièrement en Espagne, avec la caution papale. Par le Traité de Tordesillas (1494), le pape Alexandre VI partagea le nouveau continent entre l'Espagne et le Portugal, donnant ainsi à la Conquête une légitimité d'ordre transcendantal.

La transcendance se trouva du côté des vainqueurs, et servit de puissance énergétique à l'hécatombe humaine la plus importante de l'histoire³². La nature même de la religiosité chrétienne eut un rôle très important car elle se voulait universelle (katholikos), puisant cette volonté d'universalité dans une source particulière - le judaïsme - qu'elle cherchait à dépasser et à nier.

C'est ainsi que les sujets d'Isabelle la Catholique se prirent pour le Peuple élu - ce qui explique en partie pourquoi ils tentèrent d'éliminer le Peuple de Yahvé. L'affirmation de l'universalité pure de la religiosité chrétienne permit à certains théologiens d'avancer la thèse du caractère non humain des Indiens.

Selon eux, l'homme ne pouvait pas méconnaître son créateur ; les Indiens ne connaissant pas Dieu (la Transcendance du Peuple élu), ils ne pouvaient être des humains. Ces syllogismes n'auraient guère pesé dans la balance si les Amérindiens avaient opposé une résistance effective. Or les Conquistadors se trouvèrent face à des cultures, des ensembles sociaux disloqués, paralysés, sans aucune capacité de réaction. Les Conquistadors n'eurent pas à accomplir d'actes héroïques.

Comment expliquer un tel manque de réaction, surtout de la part de cultures guerrières qui ignoraient la peur de la mort, de cultures apocalyptiques, pour lesquelles la fin du monde était de l'ordre de l'être et la mort l'accomplissement de la singularité ?

La pétrification, la glaciation, le manque de réaction du monde amérindien permirent à la légitimation papale de cautionner les massacres et la cruauté. La dimension la plus énigmatique de cette histoire se trouve dans cette paralysie et non dans la volonté de destruction des Conquistadors, façonnés par le fanatisme et l'hystérie religieuse.

IV

La férocité des Conquistadors et des premiers colons n'explique donc pas, à elle seule, la destruction de l'univers amérindien. L'historiographie officielle prétend que les Indiens attendaient des dieux blancs arrivant de l'orient et qu'ils ne connaissaient ni les armes à feu ni les chevaux. Pour ce qui est du premier point, cette thèse n'explique pas l'effondrement de l'Empire Inca : en effet, Pizarro et ses compagnons arrivèrent par l'occident et non par l'orient.

De plus, les populations se rendirent très vite compte de la vulnérabilité des chevaux et du fait que les mousquets ne fonctionnaient pas par temps humide³³. Les Indiens disposaient de nombreuses armes pour arrêter les envahisseurs : les bolas, les flèches, et dans certains cas (les Tupi-Nambas par exemple) la sarbacane, mais ils ne s'en servirent pas.

Il nous faut donc tenter de trouver d'autres types d'explications.

Les grandes îles des Antilles - Saint-Domingue et Cuba - furent utilisées comme tête de pont pour occuper la partie méso-américaine du continent. Par la suite, l'isthme de Panama servit de tête de pont pour la conquête de l'Empire Inca notamment. A chaque fois, des voyages de reconnaissance furent organisés, et tout indique que ces contacts permirent la propagation des nouvelles maladies apportées par les Conquistadors : la rougeole, la peste pulmonaire et la variole. Ces maladies, inconnues des Indiens et contre lesquelles ils n'étaient pas immunisés, eurent des effets particulièrement dévastateurs. D'une ampleur aussi importante, semble-t-il, que la peste noire au milieu du XIV^e siècle en Europe³⁴. Le dernier Inca lui-même Wayna-Kapac, succomba à ces maladies et sa mort entraîna la désagrégation de l'empire.

La seule apparition des nouveaux arrivants provoqua des bouleversements extrêmement profonds. Non seulement les épidémies désorganisèrent la vie sociale et cassèrent le rythme reproductif des Indiens, mais l'apparition des nouveaux arrivants posa aux autochtones des questions particulièrement inquiétantes.

Le problème le plus grave nous semble être l'incertitude provoquée par la présence de ces êtres venus d'ailleurs. N'oublions pas que nous avons affaire non seulement à des cultures de réponses³⁵ mais aussi à des formations sociales sans aucune vocation maritime, ayant plutôt peur de la mer car celle-ci marquait la limite du monde.

L'univers précolombien avait une vision de notre planète très proche de celle du Moyen Age : la terre était un immense plateau entouré d'eau et limité par des précipices cosmiques. Toutefois, l'Europe de la Renaissance connaissait déjà une autre représentation du cosmos. Le retour à la Grèce (accélééré par la chute de Constantinople et la fuite des érudits grecs qui avaient emporté avec eux les ouvrages antiques) avait donné accès à Aristarque et à Erathostène. La vision du cosmos avait commencé à changer. L'héliocentrisme revenait en force. Copernic (1550) ne fit que systématiser ce qui était déjà de l'ordre de l'acquis.

Pour les cultures précolombiennes, par contre, l'horizon de la mer constituait, pour ainsi dire, les limites du monde sublunaire, le continent étant la seule terre émergée possible. Le savoir effectif de ces mondes fut englouti avec la destruction des bibliothèques³⁶ des Aztèques, des Mayas et des Incas. Nous savons toutefois que les Indiens du

Darien - région de l'actuel Panama - connaissaient l'existence de l'Empire inca puisqu'ils renseignèrent Pizarro. Ils étaient sans doute assez bien informés, car ils affirmèrent que les Incas possédaient beaucoup d'or.

Le monde amérindien avait donc une idée assez globale de la distribution de son espace. Pour ces cultures, l'au-delà des mers était le néant de l'humain. Lorsqu'apparurent des êtres venant de l'au-delà des mers, suivis par un cortège de nouvelles maladie qui décimèrent leur population, les Indiens commencèrent à se poser de redoutables questions. Qui étaient ces êtres ? D'où venaient-ils ? Que voulaient-ils ? Mais ils ne purent trouver de réponses à leurs interrogations car rien, ni dans leur expérience, ni dans leur code culturel, ne les avait préparés à une telle épreuve. Ce monde fut ainsi saisi d'une incertitude fondamentale, d'ordre ontologique.

C'est précisément cet état d'esprit généralisé qui explique l'indécision et la perplexité des dirigeants de ces sociétés. La tétanisation de ce monde, sa paralysie, ne fut pas le résultat du pouvoir émanant des Conquistadors, comme le suggèrent les partisans de l'historiographie des vainqueurs. Leur seule présence provoqua la fêlure du monde amérindien. Les liens spirituels qui maintenaient et assuraient la compacité de cet univers volèrent en éclats, et cette rupture provoqua la dilution de la conscience et de toute volonté d'action.

Assommé par un destin inéluctable, ce monde assista au terrible spectacle de sa propre destruction. Au milieu de "hécatombe, le Soleil a observé, dans l'indifférence, la lugubre marche de ses peuples vers la mort³⁷.

La passivité du monde amérindien devant la manifestation du mal absolu, de la négativité pure et simple, fut le fruit de circonstances historiques tragiques. Pour beaucoup, l'arrivée des Conquistadors fut une sorte d'invitation à la mort, au suicide collectif. Car, les nouveaux croisés ne se présentèrent pas au nom de l'amour et de la justice. Leur fanatisme religieux, renforcé par la légitimation papale, conduisit non seulement à la destruction des hommes, mais à la démolition même des villes - comme Tenochtitlan, par exemple - bâties pour l'éternité.

Les Conquistadors et les premiers colons donnèrent libre cours à leur volonté de destruction et de mort. Tout indique que "extermination aurait été totale, si les nouveaux seigneurs n'avaient pas pris conscience que la maîtrise implique la servitude. Las Casas fut l'expression de cette nécessité. Il se rendit compte, en effet, que l'orgie thanatique avait dépassé les limites de ce qui s'avérait indispensable pour reconstruire un système de besoins. C'est pour cette raison qu'il milita pour l'arrêt du massacre et se prononça pour l'importation d'esclaves noirs.

V

Si la Conquête provoqua la destruction de l'univers amérindien, l'anéantissement du règne de la beauté et de l'authenticité indienne, elle donna aussi naissance au monde colonial, à une nouvelle structure de domination ethnique.

La conquête marqua le point de départ des temps négatifs, pour ce monde. On peut, par conséquent, penser le processus de la Conquête comme le passage du règne de l'esthétique au règne de la cruauté et de l'injustice. Les survivants furent parqués dans des réserves - les *reducciones* - sous l'autorité de l'Eglise. Ces réserves huèrent un rôle économique extrêmement important. Les Indiens assuraient leur subsistance de façon autarcique et servaient de réserve de main-d'oeuvre pour l'économie coloniale : les fermes et les mines. En échange de leur travail, ces unités économiques nourrissaient et logeaient dans des baraquements une main-d'oeuvre abondante et exploitable à merci. Les métis, pour leur part, travaillèrent au service des Conquistadors habitant les villes. Pour remplacer la population autochtone anéantie, il fallut importer des esclaves africains. De sorte que le réservoir de main-d'oeuvre se trouva, pour ces régions, en Afrique, les fermes d'élevage ne réussissant pas à subvenir aux besoins des nouvelles structures.

L'univers colonial se forma comme un ensemble structuré ethniquement, instaurant des rapports de domination très particuliers. Le racisme de l'ethnie dominante pénétra tellement l'inconscient collectif des dominés qu'il fut pleinement absorbé et accepté par les races opprimées. Les Indiens et les Noirs perdirent tout respect, toute estime pour eux-mêmes. Quant aux métis, ils rejetèrent leurs origines non blanches pour s'identifier à la " race supérieure ". D'où la dimension pigmentocratique de ces sociétés : la blancheur de la peau devint synonyme de beauté, de grâce et d'intelligence.

Le racisme intériorisé a pris, par conséquent, racine dans la Conquête³⁸, mais aussi dans l'obsession de la pureté du sang que les Conquistadors ont transplanté dans ce monde. Depuis le début, la " race des seigneurs " s'est présentée comme envoyé du Ciel, comme le peuple sacré. (Notons que le ciel catholique est peuplé d'une multitude de figures similaires à celles de la race des Conquistadors.) De là, cette identification, dans l'imaginaire des races vaincues, de la blancheur de la peau avec la pureté et le sacré.

La transcendance chrétienne a légitimé l'acte même de la Conquête et a donné les éléments pour consolider la domination ethnique dans ce monde.

VI

Que reste-t-il de la Conquête, plus de quatre siècles et demi après son avènement?

Le souvenir de ce cataclysme ne s'est pas effacé de la mémoire collective, non seulement à cause de la profonde énigme de ses origines, mais aussi à cause de l'ordre social auquel il donna naissance. La vision des vainqueurs est aussi présente que l'ordre ethnique fondé par la Conquête. L'esprit des temps présents tient toujours le même discours et exprime le même dédain envers les ethnies opprimées. Il rappelle constamment la supériorité des descendants de la race

blanche³⁹, le fait que le pouvoir est fondé non seulement sur l'histoire effective, mais aussi sur une légitimité d'ordre transcendantal.

Les célèbres familias, sortes de clans issus de l'aube de l'époque coloniale, sont les véritables piliers des pouvoirs établis. Ceci est particulièrement vrai dans les sociétés où la population de base est dite de couleur. Car, dans les sociétés à forte émigration européenne comme l'Argentine et l'Uruguay - cet ordre fondé sur les " familles " a été considérablement bouleversé et ce qui reste tend à être emporté par la mobilité verticale. Par contre, dans les sociétés ayant comme base des populations dites de couleur, on peut constater une permanence des structures fondées par la Conquête. Cette continuité⁴⁰ est due au fait que seuls les membres de l'ethnie dominante - et plus particulièrement des familias - occupent le pouvoir. Certains individus issus des ethnies opprimées peuvent à la rigueur pénétrer la sphère supérieure, mais d'une manière générale elles ne font pas partie des cercles du pouvoir.

L'indépendance n'a pas modifié "ordre social fondé par la Conquête. Ce mouvement a été, en réalité, le résultat de la lutte menée par les criollos - les descendants des colons - contre les métropolitains. Rappelons qu'à l'époque coloniale ces derniers contrôlaient l'essentiel du pouvoir administratif, politique, militaire et ecclésiastique. Ils possédaient pour ainsi dire la légitimité axiologique : selon le discours fondant la Conquête, le représentant de Dieu sur terre avait donné ces contrées aux rois de l'Espagne et du Portugal. A l'époque de l'indépendance, les criollos opposèrent, à cette légitimité, leur propre légitimité fondée sur l'histoire effective, sur le fait, que leurs ancêtres soumièrent ce monde par le feu et le sang et le construisirent à l'image de leur volonté de domination.

La Conquête marque encore profondément l'époque actuelle. Elle est la source même des temps négatifs qui prennent aujourd'hui une dimension paroxystique. La crise actuelle tend à aggraver les conditions de survie et de reproduction des plus pauvres. Le cynisme des élites au pouvoir a pris des proportions particulièrement graves. Non seulement elles s'enrichissent et vivent dans l'opulence et la consommation ostentatoire, mais elles exportent leurs capitaux accumulés vers des pays plus sûrs, vidant ces sociétés de leur substance économique.

Jadis, le dominé était pris en charge. Il avait au moins de quoi subsister dans la misère et l'abjection. A présent, il est abandonné à lui-même, car les seigneurs ne pensent qu'à amasser des richesses pour les exporter.

L'aggravation de la situation annonce-t-elle un approfondissement de la cruauté et de la misère des temps négatifs ? Ou bien allons-nous vers l'avènement du beau et du juste ?

Cette dernière perspective ne pourra devenir effective que si l'on panse les plaies de la Conquête. Il faut donc non seulement mettre fin à la domination ethnique, mais aussi instaurer des pouvoirs ethniques, ce qui implique nécessairement l'apparition d'une nouvelle esthétique. Et celle-ci commence à s'esquisser actuellement en Europe occidentale : les catégories du beau chez l'homme ne sont plus liées à la pureté d'une seule ethnie, mais sont considérées comme le résultat de ses différentes déterminations.

L'indignité et la négritude ne pourront être valorisées qu'à partir d'un changement radical de l'esthétique humaine. La catégorie du beau ne doit plus être liée à une seule de ses manifestations ; en "occurrence la race blanche.

Ce changement de sensibilité ne peut advenir que si tout être - quels que soient sa couleur et son sexe peut être considéré comme sujet du pouvoir ; et le développement du principe de l'autonomie n'est possible qu'au sein de la société civile - espace de l'inégalité. Car lorsque l'Etat - qui exprime le principe de hiérarchie - est tout, "individualité n'est rien.

Le rôle de l'Etat n'est pas de créer des sinécures et des privilèges ; encore moins d'être le repère de la kleptocratie et de la criminocratie. L'Etat de justice doit réduire les inégalités sociales à non pas les accroître en créant une caste de privilégiés, liés à la fonction publique.

Ainsi, l'Etat de justice se profile comme le devoir-être de l'Etat de droit, le règne de la légalité pure. Car, le droit, en tant qu'ordre institué, peut aussi tendre à privilégier les seigneurs aux dépens de la communauté. Et c'est d'ailleurs ce qui se passe aujourd'hui et pas seulement dans les pays du fiers monde, où l'abîme séparant le droit de la justice est plus grand que dans les sociétés riches.

L'Etat de justice se profile comme le devoir-être du monde, qui est de l'ordre de son pouvoir-être. Il ne s'agit pas d'un simple rêve, d'une sorte d'idéalité planant par delà le réel, mais plutôt d'une dimension essentielle de la moralité objective. Plus précisément, de la dimension axiologique du règne de l'individualité devenue consciente d'elle-même.

Cette dimension axiologique ne se profile, par rapport au réel, que comme sens de son être. Car le monde latino-américain vit encore sous l'empire des temps négatifs, des temps du malheur. La réalisation du règne de la justice viendra de la révolte de ceux qui appartiennent à l'humanité bafouée dans sa propre dignité. Il faut toutefois espérer que le désespoir ne donnera pas naissance à la dérive vers l'utopie meurtrière, car aujourd'hui certains sont tentés par une telle démarche, au nom, précisément, du bonheur, de la liberté et de la justice.

De la négativité ontologique à la déontologie de l'être social latino-américain

I

Suivant en cela la philosophie du droit, nous prenons ici le concept d'ontologie au sens de réalité donnée. L'ontologie de l'être social renvoie ainsi à son étant-là, résultat d'un processus, de sorte que cette historicité est contenue dans son être même. De ce point de vue la déontologie s'oppose à l'ontologie.

Georges Del Vecchio signale que la déontologie est la science du devoir-être, dimension purement axiologique. Elle ne doit pas être confondue avec la tendance et, plus précisément, avec le ce-vers-quoi-tend (E. Bloch) la réalité. En effet, la tendance peut être la simple continuité de ce-qui-est. Par conséquent, poser la dimension déontologique comme devenir-autre, c'est poser une finalité éthique : le règne du Bien et du Juste. Le devoir-être est ainsi la perspective axiologique de l'être social en tant que tel. Il renvoie à cette couche axiologique que nous appelons les universaux.

Cette dimension universelle des valeurs ne doit pas être perçue comme une épaisseur inaccessible à l'humain - telle qu'elle est posée par Platon dans le règne des Idées -, mais comme sa plus haute production. Sa finalité est précisément de mesurer l'action. Dans ce sens, la lutte pour la justice est un éternel devenir, car la pratique sociale tend toujours à la pervertir. De sorte que le devoir-être ne se présente pas comme un but pouvant être atteint une fois pour toutes, mais comme cette tâche qui, une fois posée dans sa vérité, doit être éternellement le guide de l'action. Jusqu'à présent, les universaux n'ont servi qu'à légitimer l'être-là du monde.

L'hypocrisie et la malversation se sont toujours drapées dans le manteau de la vérité et de la justice. Les plus grands massacres ont toujours été accomplis au nom du Bien.

Pour ce qui est de l'univers précolombien, nous savons que l'effroyable tragédie de la Conquête fut précisément réalisée au nom du sacré et de l'amour, de la justice et de la vérité. De nos jours encore, le changement du monde, de l'ordre de ce qui est, se réalise au nom du Vrai et du Juste. Il produit ruine et désolation et débouche sur l'utopie meurtrière. Toute projection, toute volonté de dépassement sont dangereuses, car elles peuvent conduire à l'interminable nuit : au règne de Thanatos.

Si cela n'invalide pas la rationalité de tout projet de devenir-autre, cela disqualifie les changements qui aboutissent à la négation pure de l'être-là de la vie.

L'engloutissement de la société civile dans l'Etat conduit à la constitution d'un être communautaire tendant à la stratification en castes de la société (Platon). La disparition de l'espace privé⁴¹ implique nécessairement l'effacement de l'individualité.

Cette perspective fut reprise par saint Augustin et Thomas More notamment. Chez Marx par contre, la même exigence revêt un autre sens. La fin de l'espace privé devait conduire, selon lui, au règne de l'individualité, à la constitution d'un univers d'entité autonome vivant dans l'abondance. Or, l'expérience du socialisme réel nous montre que c'est Platon et non Marx, qui avait raison.

Ce n'est donc pas un accident, si le dépassement de la société civile conduit à la stratification de la société en castes, au règne de l'arbitraire et de la négation de valeurs d'ordre universel.

L'utopie est, selon sa logique, la négation du devoir être. Elle mène à la négation de l'individualité, de la raison, et conduit à la dislocation du système des besoins. Le règne de la nomenklatura est, du point de vue de l'universalité axiologique, la négation de la moralité objective, la dérive vers la misère et "abjection".

Les conséquences des mouvements historique ne coïncident jamais avec celles que se proposent les communautés sociales d'une manière volontariste. Très souvent, la volonté se présente comme une affirmation de la vie, tandis que la nécessité se manifeste comme dérive vers la mort, vers le règne de Thanatos.

II

C'est au sein du monde de l'opinion et du préjugé que nous avons assisté à la dérive du réel. A présent que les certitudes bornées commencent à s'effondrer, le réel nous dévoile, dans toute sa cruauté, la dislocation d'un univers o l'histoire s'est extériorisée sous la forme des temps négatifs. En effet, depuis l'émergence du continent américain dans l'Histoire universelle, ce monde a vécu la tragique expérience de la Conquête, de la colonisation, de l'esclavage et de la dérive vers une domination et une servitude illimitées. L'effroyable fanatisme et l'absence d'éthique fondamentale ont provoqué la disparition de cultures bâties dans le granit. La violence élevée à sa suprême puissance, en l'absence de toute moralité d'ordre universel, a fait disparaître ce mondes.

Jusqu'à la Conquête, les peuples vaincus et soumis étaient traités, selon la tradition romaine, en accord avec les principes de l'équité et du droit. Rome n'a jamais fait le désert devant elle, et ceci est vrai pour toutes les communautés conquérantes du passé.

La Conquête a brisé l'harmonie et mis fin à l'existence de communautés heureuses, donnant naissance aux temps négatifs. Les nouveaux seigneurs se firent honorer à l'égal des dieux, tandis que les ethnies vaincues furent assujetties à l'égal des animaux.

La servitude et la domination furent facilitées par un certain nombre de circonstances que nous avons évoquées au chapitre précédent.

Aujourd'hui, les élites économiques et politiques sont pratiquement étrangères à leurs propres sociétés car, pour elles, tout ce qui est beau et bon ne peut venir que de l'extérieur.

Ce phénomène se manifeste maintenant sous la forme de la fuite des capitaux et de la "dollarisation". Non seulement les élites au pouvoir méprisent leurs peuples mais elles exportent les richesses de leur pays. Il y a quelque temps encore, on croyait que la cause de ce phénomène provenait de la concentration de la propriété⁴² en peu de mains. De sorte que l'élargissement de la chose publique semblait être la condition du dépassement de cet état de choses. Or, l'accroissement de l'espace public s'est traduit par une augmentation des richesses de la minorité dominante, richesses placées à l'étranger.

Le total de ces placements et égal, sinon supérieur, à la dette extérieure comme le montre le tableau suivant⁴³ :

Pays	Fuite des capitaux	Dette extérieure
Venezuela	59 milliards de dollars	32 milliards
Mexique	84	105
Argentine	46	47

On sait actuellement qu'une partie très importante de ces capitaux Ç expatriés È, comme disent les experts, proviennent des emprunts. L'argent, à peine arrivé, est détourné par l'élite au pouvoir et placé à l'extérieur. Ce phénomène démontre à quel point cette élite est étrangère à son monde, ainsi que le niveau de corruption des pouvoirs établis.

L'extrême misère que connaissent les peuples latino-américains résulte non seulement du pillage de la chose publique par la minorité dominante, mais aussi du processus de décomposition sociale secrété par la crise.

Y a-t-il encore une possibilité de surmonter ce processus de paupérisation ? La déshumanisation peut-elle prendre de forme encore plus cruelles, ou est-il possible de reconstruire ce monde selon les principes de la justice ?

III

Le chemin de la renaissance, du dépassement de la misère et de l'abjection de temps présents, passe par le rétablissement de la justice au niveau international, et par une reconstruction selon les exigences de la moralité objective dans sa dimension universelle.

Notons que, en ce qui concerne le devoir-être du monde, la réalisation des universaux et le but de la raison. Les universaux n'ont pas, en tant que tels, un commencement ; ils sont le produit de la dimension générique de l'homme, plus précisément, de la capacité synthétique de la raison. Jusqu'à présent, les universaux ont été pris comme de simples référentiels de légitimation et non pas comme le but de l'action ; les valeurs d'ordre universel ont permis de légitimer le particulier. Des sociétés ont voulu monopoliser la dimension de l'humain, la refusant aux autres.

Or, l'humain est l'universel. La prétention à la supériorité n'est qu'une manifestation de vanité, d'une suffisance pitoyable. Depuis les origines, les hommes cherchent à établir des règles permettant l'égalité proportionnelle et l'universalité des rapports. Derrière le mensonge, l'imposture et la perversion, a toujours percé ce but qui annonce la prise de conscience d'une ère de lumière, du règne de la raison. Mais, l'histoire de l'humanité a souvent vu les valeurs d'ordre universel être complètement détournées de leur sens. C'est en Amérique latine que ce processus a sans doute pris sa forme la plus paroxystiques.

Car c'est au nom du bien, de la vérité et de la justice que les actes les plus abominables ont été, et sont de nos jours encore, réalisés. Pour les contenir, la culture a produit des règles : la moralité objective dans sa dimension universelle. Le but du mouvement historique, son devoir⁴⁴, est précisément la réalisation de ce contenu axiologique : le règne de la raison.

Le dépassement des temps négatifs passe nécessairement par la transformation éthique de ce monde.

La disparition de l'endettement international implique le dépassement du règne du dollar. En 1987, les États-Unis ont absorbé 7% des échanges sur le marché international. Ce pourcentage est supérieur à la valeur des exportations de l'Amérique latine qui a dépassé à peine 6% des échanges de cette année-là.

Étant donné la fuite des capitaux et la "dollarisation", les pays d'Amérique latine sont ceux qui paient le tribut le plus considérable. Ils se désubstantialisent au profit de leur voisin du nord. Avec la dépréciation effective du dollar, l'Amérique latine pourra en peu de temps retrouver la solvabilité. Mais ce retour à la solvabilité devra être accompagné d'un assainissement des structures sociales qui ont cimenté les temps négatifs.

Les sociétés pauvres sont de sociétés surparasitées.

En Amérique latine, cette situation et le résultat de l'imposture des élites au pouvoir, et de la corruption au sein des États surdimensionnés.

Depuis des temps immémoriaux, l'Etat, laissé à lui-même, apparaît comme une force malfaisante. Comment éviter l'accès au pouvoir des voleurs, des bandits et des criminels ? Il ne faut pas que l'espace public devienne le monopole d'une bande, d'une Clique, OU d'une mafia quelconque⁴⁴.

Aristote s'est demandé quelle devait être la proportion adéquate entre l'espace public et l'espace privé. L'un ne peut pas exister sans l'autre. Le social dans sa plénitude présuppose cette unité des contraires. Adam Smith, quant à lui, nous a fait comprendre que la richesse des nations est en rapport inverse au poids de l'Etat.

Limiter l'Etat, l'encadrer, transformer sa puissance maléfique en force de justice, voilà le rôle de la moralité objective dans sa dimension universelle. Réguler l'Etat, c'est non seulement l'encadrer juridiquement, mais aussi éviter qu'il puisse devenir dans sa totalité, ou dans une quelconque de ses parties, le monopole d'une bande de " copains et de coquins ". La démocratie représente précisément cette puissance régulatrice. Elle assure l'alternance effective de la totalité de l'espace public, empêchant toute forme de monopole. Son rôle n'est pas de légitimer la permanence d'un groupe, d'une élite donnée, car la chose publique ne peut pas devenir, selon sa réalité et son concept, objet d'appropriation ou de jouissance viagère.

Abandonné à lui-même, l'Etat est une puissance négative, dont la fonction première tend à devenir la production de privilèges, de parasites et de sinécures. Il peut se transformer en une puissance encore plus malfaisante, et conduire à la ruine et à la désolation.

Le rôle de l'Etat, dans sa dimension positive, est essentiellement éthique. Son but n'est pas de fabriquer des casseroles, des pots de chambre, du tabac, ou de l'alcool, pour ne mentionner que quelques marchandises. Il est de produire le droit juste et d'assumer le nivellement du social.

Par-delà l'Etat de droit se profile l'Etat de justice, comme le devoir-être du monde. Au sein de l'abjection du règne des temps négatifs, il faut espérer que la raison pourra enfin s'extérioriser dans sa dimension universalisante et donner naissance à une nouvelle totalité se manifestant dans sa suprême vitalité.

De la fin des temps négatifs

I

La plupart des pays latino-américains se trouvent dans un état de crise économique et de décomposition sociale très avancée. Seuls quelques-uns échappent à ce phénomène de déstructuration et d'appauvrissement radical. Et pourtant même ceux qui échappent à la règle - comme le Brésil, le Costa Rica et le Chili -, sont pris dans le cercle vicieux de l'endettement international et de la fuite des capitaux. Il est donc légitime de parler d'un processus d'appauvrissement généralisé.

Du point de vue international, il n'est pas inutile de rappeler que l'Amérique latine partage ce terrible destin avec, notamment, l'Afrique, la plupart des anciennes sociétés socialistes et le sous-continent indien. Cette misère est-elle inéluctable ? Est-il encore possible de réfléchir sur un devenir-autre qui impliquerait le dépassement effectif de cette logique du négatif ?

Hier encore, la conscience progressiste affirmait qu'il fallait éliminer l'obscurantisme religieux pour donner naissance au règne de la raison et de la justice. Mais ce dépassement idéologique n'a fait que radicaliser la dérive dans le négatif. Cette idéologie hypocrite n'a abouti qu'à nier la justice, ou à camoufler un délire meurtrier.

II

Lorsque nous parlons de temps négatifs, nous nous référons essentiellement, pour le monde latino-américain, à la période qui a suivi la déstructuration du monde précolombien et qui a marqué une véritable rupture dans "histoire de l'Amérique et dans celles des pratiques conquérantes. Ces phénomènes ont donné lieu à plusieurs types d'explications que nous avons évoquées précédemment (cf. pp. 104-111).

De nouvelles recherches établissent clairement que la population amérindienne est arrivée de l'Extrême-Orient asiatique par vagues successives, dont les plus anciennes remontent à quelque douze mille ans avant l'ère chrétienne.

Cette population originaire de Mandchourie est passée sur le continent américain via le détroit de Behring et les île Aléoutiennes. Les habitants de la calotte glaciaire- les Esquimaux - semblent avoir voyagé de chaque côté du détroit de Behring, jusqu'à l'époque où la Russie a colonisé cette partie du monde. Par contre, le contact entre les Esquimaux et les Indiens de la forêt du Grand Nord semble avoir été interrompu avant cette période, voire bien avant la Conquête proprement dite.

Ce manque de contacts entre le monde asiatique et l'univers amérindien peut expliquer que la population n'ait pas été immunisée contre le maladies qui se sont développées dans les masses continentales de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe.

Le choc bactériologique et l'incompréhension du phénomène représenté par l'arrivée d'une humanité différente ont provoqué le désordre, la perte de sens, voire la panique, et l'effondrement de culture qui semblaient être bâties à l'épreuve des temps historiques.

La même expérience fut vécue par les habitants de l'île de Pâques⁴⁵ lors du premier passage des Européens.

Dans le cas de l'univers amérindien, le phénomène de "incompréhension explique, à notre avis, la tétanisation de ce monde et le désespoir absolu qui entraîna, chez les Mayas notamment, les suicides collectifs.

Il est évident que la rapidité de l'événement a joué un rôle de premier ordre. En effet, les communautés qui ont réagi sont celle qui ont eu le temps d'intégrer le nouvelle données de l'ordre du temps. Ce fut le cas des Araucans et des Indiens de la pampa argentine, comme celui des Indiens de la plaine et de la forêt de l'Amérique du Nord.

III

Le choc bactériologique et l'incompréhension de la réalité du phénomène de la Conquête sont des accidents de l'histoire. Ils ont joué un rôle de tout premier ordre dans l'enjeu de la Conquête.

Or, cette incapacité à réagir, dans la plus grande partie de l'univers amérindien, s'est trouvée face à une volonté de destruction totalisante, conditionnée par le fanatisme sans borne des Conquistadors. Leur structure axiologique ne fut pas capable de mettre un frein à la ruine et à la désolation provoquées par les conquêtes et la colonisation.

La superstructure axiologique du christianisme n'avait pas en effet les garde fous que l'on trouvait dans les religions tolérantes comme le polythéisme gréco-romain et le bouddhisme, qui surent, en cas de conflit, éviter l'anéantissement de ceux qui avaient d'autres croyances.

Il est important de signaler que ces limites se trouvaient contenues dans les principes de l'axiologie rationnelle, tels qu'ils furent exprimés par le jus gentium (Ç droit des gens È) romain.

Le catholicisme, par contre, se voulait la religion universelle. Cette universalité impliqua, lorsqu'il fut une force conquérante, la négation, voire l'anéantissement des autres croyances. De ce point de vue le catholicisme se différenciait de l'islam - celui-ci acceptait les autres formes de monothéisme et n'envisageait que l'élimination des croyances non monothéistes.

Cette volonté d'universalisation du catholicisme, de négation de toute autre croyance, était contenue en tant que puissance dans sa doctrine. Le passage à l'acte ne dépendit que du niveau axiologique de son ordre institutionnel. Or, à l'époque où la Conquête se profilait comme une possibilité, cette structure encouragea plutôt sa réalisation.

IV

Nous avons assisté, à l'époque moderne, à l'élargissement de l'abîme entre la richesse et la misère. La tentation marxiste et la tendance socialisante qui lui est consubstantielle n'ont fait qu'aggraver les conditions des temps négatifs. En effet, avec la radicalité marxiste, les sociétés se sont abîmées dans l'utopie meurtrière, au-delà du degré zéro de la civilisation, et l'accroissement de la chose publique (la socialisation) n'a fait qu'accroître les privilèges de la minorité dominante.

Cette dérive dans la négativité a été aggravée par la crise économique des temps présents. L'humanité peut-elle contrôler son destin par le pouvoir de la raison ? L'échec de l'utopie marxiste semble condamner tout énoncé déontologique. Octavio Paz a écrit à ce propos : " Qui construit la demeure de la félicité future édifie la prison des temps présents. "

Les communautés malheureuses semblent, dès lors, devoir se résigner à leur propre disgrâce. Ce monde s'est-il abîmé définitivement dans les temps négatifs ?

Certes, il a connu la disgrâce chrétienne dans toute sa radicalité, ainsi que l'horreur et le mensonge de la modernité. Mais faut-il pour cela en déduire que le malheur du destin et le destin du malheur sont devenus consubstantiels à son être même ?

Peut-on penser que ce parcours dans la radicalité de la disgrâce et dans la disgrâce de la radicalité est la condition pour pouvoir construire une nouvelle totalité où l'infamie des temps négatifs pourra enfin être reléguée au musée de l'oubli ?

Tout permet de penser et d'espérer qu'un devenir autre des temps négatifs s'annonce au niveau international et que cette nouvelle dimension peut avoir une incidence de premier ordre sur le monde latino-américain.

Cette nouvelle perspective de l'humanité ne doit pas être perçue comme une dimension eschatologique, une irruption messianique de la temporalité linéaire, pour employer une expression de Walter Benjamin. Il ne s'agit donc pas de soutenir avec Ernst Bloch qu'un nouveau messianisme se prépare et qu'il est impossible que le temps du Royaume n'advienne point.

Nous constatons que la modernité a accéléré, au niveau international, les relations entre les différentes fractions de l'humanité. Nous assistons, en effet, au développement de l'universalité des rapports. Il est hautement problématique, voire ridicule, de croire que les manifestations essentielles de la raison ne peuvent être que le produit de certaines communautés particulières. L'authenticité des valeurs d'ordre universel contenues dans l'homme n'est plus perçue comme le résultat de certaines de ses manifestations particulières, telle qu'elle fut affirmée par Gobineau dans son Essai sur l'inégalité des races humaines. Par conséquent, ce n'est plus l'esprit de telle ou telle communauté particulière qui peut être perçu comme l'extériorisation de la substance rationnelle de l'homme.

L'axiologie rationnelle nous avait déjà montré ce qui semble se dévoiler à la conscience générale : à savoir que toute manifestation humaine est une virtualité de son universalité. Car, selon la logique, le particulier est, en tant que tel, une partie de la totalité dont il est la manifestation.

V

Cet élargissement de l'horizon des communautés sociales, conditionné par l'accroissement de l'universalité des rapports, n'est pas un phénomène accidentel, dû au développement des échanges, mais une des finalités de son être générique. Tout indique, en effet, que la formation de rapports communautaires de plus en plus élargis est l'un des fils conducteurs de l'histoire humaine. Aristote avait souligné à ce propos que la formation de cités était le but de l'homme. A présent, nous pouvons dire que "universalité des rapports - les échanges économiques, culturels et génétiques - se manifeste comme sa finalité immanente.

On peut seulement souhaiter que, devant l'émergence de la raison universalisante, les vestiges des anciens préjugés et de la barbarie issus des temps négatifs pourront enfin disparaître.

Le devenir de cette universalisation des rapports semble être de l'ordre de la nécessité rationnelle. Il se peut, bien évidemment, que les hommes se détournent de ce but, car les ruses de l'histoire provoquent souvent des détours et des régressions absurdes. Si les valeurs propres à l'universalisation des rapports ne s'imposent pas dans ce monde et que nous continuons à nous enfoncer dans la nuit des temps négatifs, il faudra alors s'attendre à une régression brutale dans la barbarie du sang et du sol.

Le devenir-autre de ce monde présuppose le dépassement des valeurs de la suprématie raciale qui ont cimenté et légitimé son ordre pigmentocratique. Les valeurs produites par l'universalité des rapports dans le monde moderne, et contenues

depuis la nuit des temps dans l'axiologie rationnelle, tendent à montrer, dans toute leur clarté, l'aberration et la monstruosité des principes et des pratiques des ordres pigmentocratiques.

Le but axiologique du devenir-autre du monde conduit à la création d'une communauté d'égaux se manifestant dans l'universalité des rapports. Dans ces conditions, il est tout à fait évident que la persistance de structures sociales où une partie très importante des hommes sont frappés d'indignité et d'abjection ne peut être que la négation de ce but, et perpétuer la misère et le malheur des temps négatifs.

La persistance d'un tel ordre de valeurs ne peut, en effet, que continuer à sécréter une domination et une servitude sans fin, reproduisant des inégalités sociales de plus en plus importantes ainsi que l'isolement total des Sites dominantes par rapport à leur propre communauté sociale.

La perspective de l'axiologie rationnelle exige la reconstitution des cadres référentiels. Une telle entreprise impliquera le dépassement aussi bien de l'ordre pigmentocratique, que du cynisme kleptocratique qui gouverne ce monde.

Cette restructuration axiologique permettra précisément la reconstitution de la totalité sociale dans sa suprême vitalité. Donc, la coexistence des manifestations essentielles de l'homme - européen, asiatique et africain - dans l'égalité juridique et politique, comme dans la multiplicité de leurs rapports matériels, culturels et génétiques.

Ce processus de délivrance doit être accompagné d'un redimensionnement du rôle de l'Etat par rapport à la société civile. Les fonctions publiques ont été jusqu'à présent source de profit et de pillage de la chose publique.

L'existence de mécanismes de régulation objectifs assurant l'alternance pure, au sein d'une communauté d'égaux, permettrait d'empêcher l'appropriation de la chose publique.

L'axiologie rationnelle nous montre que la finalité de la chose publique n'est pas de favoriser la multiplication des privilèges, des sinécures et le développement du parasitisme. La réalisation d'une communauté d'égaux en vue de bien vivre est, nous l'avait déjà signalé Aristote, le but éthique de l'Etat. Pour l'atteindre, il est nécessaire que les représentants du peuple puissent attribuer les fonctions publiques selon les capacités et les allocations sociales en fonction des besoins.

La lutte pour la justice concrète ne peut se limiter à l'activité juridico-politique des nations. Cette exigence doit se projeter aussi au niveau international, de façon à promouvoir l'égalité effective entre les sociétés particulières et à assurer la dignité de l'homme dans toutes ses manifestations.

La réalisation d'une telle dimension éthique est le but éternel de l'homme. Elle implique en tout cas le dépassement de l'affirmation paroxystique des communautés particulières. Celles-ci ne peuvent continuer à s'approprier la dimension universaliste de l'homme, tout en la refusant aux autres.

La volonté de vérité et de justice pourra ainsi devenir le but de l'action englobante de la raison et l'humanité pourra se concilier avec elle-même, malgré sa tragique histoire.

La réalisation d'un tel objectif présuppose le dépassement des cultures de l'exclusion et de la supériorité conquérante, en vue de faire converger toutes les communautés sociales dans la réalisation des valeurs d'ordre universel.

En ce qui concerne l'univers latino-américain, le brassage des différentes ethnies a été jusqu'à présent, pour l'essentiel, le résultat de l'oppression brutale et de la misère humaine des temps négatifs. Mais, malgré cette disgrâce, la synthèse du métissage et par rapport à la modernité, un acquis de premier ordre.

Tout permet de penser, par conséquent, que le dépassement des temps négatifs appartient à la nécessité du moment historique actuel. Ce processus ne peut être que le résultat d'une révision totale des valeurs qui ont cimenté, dans ce monde, l'histoire de son malheur et le malheur de son histoire.

Notes

- 1 Les taux d'intérêt étaient alors très élevés à cause de l'inflation et de la politique monétariste qui a sévi surtout en 1981 et 1982.
- 2 Donc, de la dimension axiologique de ce savoir qui se rapporte à la reproduction matérielle.
- 3 En 1987, le déficit des comptes courants était de 170 milliards de dollars.
- 4 En 1987, cette part était de l'ordre de 7%.
- 5 L'or monétaire ne dépend pas quantitativement de l'arbitrage d'un pouvoir national. Cette dimension est plutôt une catégorie objective.
- 6 La marginalisation du marché, par la socialisation des unités économiques, n'empêche pas un phénomène comme la "dollarisation" qui, en Amérique latine, se manifeste aussi bien à Cuba qu'au Nicaragua.
- 7 Nous avons expliqué plus haut pourquoi la logique du SME nous paraît hautement problématique et pourquoi il faut la combattre au nom de la raison et de la justice.
- 8 Certaines ne le sont pas. Beaucoup de sociétés ont un niveau de capitalisation insuffisant, et ne peuvent supporter les contraintes de la convertibilité. Elles doivent absolument se protéger du marché international et de la puissance des flux qui le parcourent.
- 9 Comme pour la plupart des pays d'Amérique latine.
- 10 Taux inférieur à la moyenne pratiqué à l'époque des grands emprunts.
- 11 Comme c'est le cas actuellement dans beaucoup de pays d'Afrique noire.
- 12 Marx pour sa part considérait l'échange et la mesure matérielle comme la manifestation de la prostitution universelle. La négation de l'échange a conduit les pays du socialisme réel à la négation du système des besoins - de l'économie - et à la dérive anthropique.
- 13 Le Monde, 29 juin 1989.
- 14 Ce qui est la moyenne depuis quelques années.
- 15 Il existe aussi la dette sentimentale, qui ne nous concerne pas ici et qui résulte de la reconnaissance d'une attitude, d'une situation, ou d'un acte passé, que nous tenons pour positive.
- 16 C'est ce déficit qui a une incidence sur la valeur extérieure du dollar et non pas celui du budget de l'Etat, comme le croient certains spécialistes.
- 17 Le prime rate oscille entre 19 et 21 %.
- 18 Ce fut le cas de la France lors des dévaluations de juin 1982 et de mars 1983.
- 19 La dette extérieure de la France, de l'ordre de 64 milliards de dollars en 1984, a été contractée, en grande partie, pour soutenir la monnaie nationale.
- 20 Une pièce maîtresse, certes, mais non pas l'ensemble de ce qui a été institué en 1944.
- 21 De nos jours encore, une monnaie aussi importante que le dollar de Taiwan et le Wong sud-coréen gardent leur parité avec le dollar. Ce système, en effet, ne nécessite pas l'accord de la Banque centrale américaine. Il peut être d'ailleurs pratiqué par n'importe quelle monnaie faible, à l'égard d'une monnaie forte.
- 22 Certains spécialistes estiment que les réserves américaines étaient alors à peine supérieures à 12 % de l'or monétaire existant dans le monde.
- 23 Celle-ci représenta, en 1987, environ 7 % de richesses échangées sur le marché international.
- 24 En effet, nous avons assisté à la montée en puissance de l'économie du Japon, à l'extraordinaire augmentation de l'excédent de sa balance commerciale, ainsi qu'au développement de la bourse de Tokyo, devenue la première place mondiale. Le volume des titres échangés est actuellement en moyenne de 4 fois et demie supérieur à celui de la bourse de New-York. Ces phénomènes expliquent la remarquable solidité du Japon pendant la tourmente actuelle.
- 25 Le yen et le deutsche mark sont devenus deux monnaies de réserve. L'appréciation du dollar jusqu'au premier trimestre de 1985, pendant la première phase du gouvernement Reagan, résulte de sa politique déflationniste. La reprise fulgurante de l'économie américaine a également joué un rôle très important dans ce processus, bien que le déficit de la balance commerciale, en 1985, ait déjà dévoilé le mouvement de désindustrialisation. Les accords du 22 septembre 1985 ont permis la dévaluation du dollar au niveau international. Depuis lors, l'affaiblissement de la valeur du dollar tend à s'accroître avec l'élargissement du déficit commercial, au point qu'en 1987 les banques centrales des pays excédentaires ont dû absorber 140 milliards pour éviter l'effondrement du dollar.
- 26 Ceci, en dépit des dévaluations d'avril 1986 et de janvier 1987, heureusement opérées à froid, évitant ainsi le choc spéculatif qu'entraîne la négociation sur la place publique.
- 27 Cette surpuissance ne s'explique pas uniquement par le caractère purement concurrentiel de l'économie de la RFA, par opposition à la France qui connaît une économie mixte. Il faut aussi tenir compte du rôle joué, à ce niveau, par le SME et par les MCM (montants compensatoires monétaires). Les pays à monnaie forte de l'Europe, par ce mécanisme, tendent à asphyxier l'économie des nations à monnaie faible.

28 L'ancien ministre libéral ouest-allemand, M. Otto Lambsdorff, a fait remarquer que le SME constituait une merveilleuse machine à subventionner les exportations allemandes. Cf. l'article de Jean Paul Planchon dans *Le Monde diplomatique* de janvier 1988.

29 Cette différence fut supprimée en janvier 1990.

30 Soit l'absence d'un niveau d'individualisation généralisée, soit l'existence d'un pouvoir pour lequel seul compte le bien-être des seigneurs et non pas celui de la communauté sociale.

31 Il ne s'agit donc ici, ni de demander aux autres banques Centrales d'intervenir - comme certains le proposent au sein du SME-, ni d'obtenir leur accord pour réaliser des modifications de Parité, car de telles pratiques alièneraient l'indépendance économique des nations.

32 Il ne s'agit pas d'un Ç simple È génocide amis de la destruction de toute une civilisation, où la destruction directe - quoi que très importante - ne fut pas le facteur essentiel.

33 Cf. les Araucans.

34 La plupart des ethnographes quantitativistes - comme Murdo Macleod par exemple - considèrent qu'environ un tiers de la population fut emportée par les épidémies précédant la Conquête proprement dite. Il s'est donc agi d'une sorte de guerre bactériologique avant la lettre.

35 A l'intérieur du monde organique, en effet, toute interrogation trouve sa réponse, d'ordre plus ou moins mythologique, mais capable de satisfaire la conscience et de lui éviter la tourment de l'incertitude. Le penser pour soi-même n'existait pas dans de telles structures.

36 Les quelques textes pictographiques et l'écriture maya ne fournissent aucun renseignement à ce sujet. L'essentiel de ces connaissances resteront, pour toujours, inaccessibles à l'acquis du savoir humain.

37 L'effondrement démographique total fut, en 50 années de Conquête, de l'ordre de 80 millions de personnes.

38 Cette situation perdure encore au XXe siècle. Dans un texte ethnographique, l'Indien Juna Pérez Jolote, de la province de Chiapas, Mexique, nous rapporte les propos tenus par les responsables de sa communauté, lorsqu'il accepta ses premières fonctions :

" j Ol>edece al ladino, que es el que manda1 Porque es el hijo de Dios, el hijo del cielo, el de la cara blanca, el de camisa y pantalon. " Juan Pérez Jolote, Ricardo Pozas, Mexico, p. 84. (" Obéis au Blanc, car c'est lui qui commande ! Il est le fils de Dieu, le fils du Ciel, celui qui a le visage blanc, celui qui porte chemise et pantalon. ") L'auto-conditionnement et l'intériorisation de la domination raciale apparaissent clairement dans ce texte.

39 Signalons, à ce propos, que le 12 octobre est la " Fête de la race " (Diadela Raza), pendant laquelle les enfants dits de couleur défilent, dans les Pays hispano-américains, pour célébrer la race des seigneurs, des Conquistadors.

40 Elle ne peut d'ailleurs pas être modifiée par un prétendu changement de mode de production. Le cas de Cuba - dont la population noire et mulâtre est largement majoritaire - est significatif. La stratification sociologique - la réification de ces niveaux - ne peut être diluée que par la mobilité verticale, phénomène inexistant dans les structures non concurrentielles.

41 Donc, de l'être-autre de l'espace public, de la res publica

42 Dans le monde latino-américain, la richesse effective se traduisait traditionnellement par la possession de terres (terratienientes) et de maisons (casatienientes). Elle se traduit actuellement par la thésaurisation des dollars. Les actifs financiers, la partie strictement capitaliste lorsqu'elle existe, tendent à s'investir dans les pays développés.

43 Ces chiffres sont donnés par Newsweek du 17-4-1989.

44 La triste expérience du socialisme réel nous montre que le mal social ne se trouve pas dans la catégorie de l'échange et des déterminations qui font partie de sa logique, comme le croyait Marx. Il réside plutôt, en ce qui concerne la catégorie de la propriété, dans l'appropriation de la chose publique.

45 Par contre, ce phénomène ne s'est pas produit aux Philippines.